

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

États financiers consolidés

31 mars 2023



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Frederick Square, TD Tower
77 rue Westmorland, bureau 700
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 6Z3
Canada
Téléphone 506-452-8000
Télécopieur 506-450-0072

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

L'honorable Brenda Murphy
Lieutenant-gouverneure du Nouveau-Brunswick
Fredericton, Nouveau-Brunswick

Votre Honneur,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2023;
- l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date;
- l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 mars 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « ***Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*** » de notre rapport de l'auditeur.



Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.



En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés

Fredericton, Canada

Le 19 juin 2023

RAPPORT DE LA DIRECTION

La responsabilité des états financiers consolidés de la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick (la « Société »), qui ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière, incombe à la direction. L'établissement d'états financiers comporte nécessairement l'utilisation d'estimations qui font appel au meilleur jugement de la direction, particulièrement lorsque des opérations ayant une incidence sur la période considérée ne peuvent être finalisées avec certitude que lors de périodes futures. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans le cadre des méthodes comptables retenues résumées dans les états financiers consolidés et comprennent, dans les limites raisonnables du seuil d'importance relative, les informations disponibles en date du 31 mai 2023.

La direction maintient des systèmes de contrôles internes appropriés qui fournissent l'assurance raisonnable que les actifs de la Société sont protégés et correctement comptabilisés, que les registres financiers sont pertinents, fiables et exacts, et que l'exécution des transactions est dûment autorisée par la direction. Ce système comprend des politiques et des procédures à l'échelle de la Société ainsi que la délégation des pouvoirs et la séparation des responsabilités appropriées au sein de l'entreprise. Une fonction d'audit interne évalue indépendamment l'efficacité de ces contrôles régulièrement et présente ses conclusions à la direction et au conseil d'administration.

Le conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Les états financiers et le rapport de l'auditeur indépendant ont été passés en revue et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été examinés par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. La responsabilité des auditeurs indépendants consiste à exprimer une opinion sur la présentation fidèle des états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière.

Au nom de la direction



Présidente-directrice générale
Lori Clark
Le 19 juin 2023



DPF et VP principal, Services d'entreprise et Grands projets
Darren Murphy
Le 19 juin 2023

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick
État consolidé de la situation financière
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Aux 31 mars	Note	2023
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie		3 \$
Débiteurs	5	504
Matériel, fournitures et combustible	6	296
Charges payées d'avance		21
Actifs dérivés	28	34
Total des actifs courants		858
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	7	4 670
Immobilisations incorporelles	8	56
Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié	9	897
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement	10	474
Actifs dérivés	28	105
Charges payées d'avance non courantes		19
Autres actifs	11	1
Total des actifs non courants		6 222
Total des actifs		7 080
Soldes réglementaires	12	1 021
Total des actifs et des soldes réglementaires		8 101 \$

Les notes afférentes aux états financiers ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick
État consolidé de la situation financière
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Aux 31 mars	Note	2023
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Dette à court terme	13	797 \$
Créditeurs et charges à payer		459
Produits différés		20
Intérêts courus sur la dette à court terme et à long terme		30
Partie courante de la dette à long terme	14	300
Partie courante des obligations locatives	15	5
Passifs dérivés	28	185
Total des passifs courants		1 796
Passifs non courants		
Dette à long terme	14	4 786
Obligations locatives	15	32
Passifs au titre du démantèlement et de la gestion du combustible nucléaire irradié	17	987
Avantages postérieurs à l'emploi	18	101
Provisions au titre d'autres passifs et de charges	19	60
Passifs dérivés	28	5
Total des passifs non courants		5 971
Total des passifs		7 767
Capitaux propres		
Cumul des autres éléments (de la perte globale)		(168)
Résultats non distribués		502
Total des capitaux propres		334
Total des passifs et des capitaux propres		8 101 \$

Au nom de la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick,


Président du conseil


Présidente-directrice générale

Les notes afférentes aux états financiers ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

État consolidé du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Pour les exercices clos les 31 mars	Note	2023
Produits		
Ventes d'électricité		
À l'intérieur de la province	20	1 543 \$
À l'extérieur de la province	20	1 234
Divers	21	134
		2 911
Charges		
Combustible et achats d'électricité	22	1 968
Frais d'exploitation, d'entretien et d'administration	23	576
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	24	351
Impôt et taxes	25	50
		2 945
(Perte) d'exploitation		(34)
Charges financières	26	(280)
Fonds d'amortissement et autres revenus de placement		21
Évaluation à la valeur de marché des placements à la juste valeur par le biais du résultat net	28	16
(Perte nette) avant les variations des soldes réglementaires		(277)
Variation nette des soldes réglementaires	12	234
(Perte nette)		(43) \$

État consolidé du résultat global

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Pour les exercices clos les 31 mars		2023
(Perte nette)		(43) \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés postérieurement dans le résultat		
Variation nette (de la perte latente) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	28	(475)
Amortissement du règlement des contrats liés au taux d'intérêt		2
Reclassement dans le résultat des dérivés réglés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	28	127
		(346)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat		
Gain actuariel net sur les avantages postérieurs à l'emploi	18	7
Autres éléments (de la perte globale)		(339)
(Perte globale totale)		(382) \$

Les notes afférentes aux états financiers ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick
État consolidé des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Cumul des autres éléments du résultat global

	Couvertures de flux de trésorerie (note 28)	Amortissement du règlement des contrats liés au taux d'intérêt	(Pertes actuarielles) gains actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi (note 18)	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} avril 2022	267 \$	(34) \$	(62) \$	171 \$	545 \$	716 \$
(Perte nette) de l'exercice	-	-	-	-	(43)	(43)
Autres éléments (de la perte globale) du bénéfice global	(348)	2	7	(339)	-	(339)
Solde au 31 mars 2023	(81) \$	(32) \$	(55) \$	(168) \$	502 \$	334 \$

Les notes afférentes aux états financiers ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

État consolidé des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

Pour les exercices clos les 31 mars	Note	2023
Activités d'exploitation		
Trésorerie reçue de clients et de contreparties		2 792 \$
Trésorerie versée aux fournisseurs et aux employés		(2 489)
Apport des clients	19	6
Avantages postérieurs à l'emploi	18	(16)
Intérêts payés		(230)
Intérêts reçus		2
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		65
Activités d'investissement		
Dépenses liées aux immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite du produit		(527)
Dépenses en trésorerie liées au démantèlement	17	(13)
(Sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement		(540)
Activités de financement		
	27	
Produit des émissions de titres de créance à long terme	14	677
Remboursements d'emprunts	14	(228)
(Diminution) augmentation de la dette à court terme	13	(62)
Versements dans le fonds d'amortissement	10	(46)
Remboursements depuis le fonds d'amortissement	10	92
Remboursement d'obligations locatives	15	(7)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement		426
(Sorties) entrées nettes de trésorerie		(49)
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		52
Trésorerie à la clôture de l'exercice		3 \$

Les notes afférentes aux états financiers ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La Société a été constituée dans la province du Nouveau-Brunswick le 1^{er} avril 2022 à titre de société d'État de propriété provinciale. Après la création de la Société, l'unique action ordinaire de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick détenue par l'État a été transférée à la Société. Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick, ceux de sa filiale en propriété exclusive la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick (« Énergie NB ») et ceux de la filiale en propriété exclusive d'Énergie NB, la Corporation de commercialisation d'énergie du Nouveau-Brunswick (« Commercialisation d'énergie NB »), à partir du 1^{er} avril 2022, date à laquelle la Société a été constituée.

Énergie NB génère, achète, transmet, distribue et vend de l'électricité et exerce ses activités aux termes du mandat stipulé dans la *Loi sur l'électricité* du Nouveau-Brunswick et selon les pouvoirs qu'elle lui confère. La *Loi sur l'électricité* du Nouveau-Brunswick confère à la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick (« CESP ») le pouvoir de réglementer Énergie NB pour s'assurer que les clients profitent de services énergétiques sûrs et fiables à des tarifs justes, et que la Province, à titre d'actionnaire, se voit offrir une occasion raisonnable de tirer un juste rendement de son investissement.

Commercialisation d'énergie NB exerce des activités de commercialisation de l'énergie sur des marchés à l'extérieur du Nouveau-Brunswick. Elle a le mandat d'acheter de l'électricité afin d'approvisionner en charge le Nouveau-Brunswick et l'extérieur du Nouveau-Brunswick et de commercialiser dans d'autres territoires l'énergie excédentaire produite.

Le siège social de la Société est situé à Fredericton, au Nouveau-Brunswick.

À titre de sociétés d'État, la Société et ses filiales ne sont pas assujetties à l'impôt sur le résultat des paliers fédéral et provincial.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés audités annuels de la Société ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les présents états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour les instruments dérivés (note 28), les fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié (note 9) et les avantages postérieurs à l'emploi (note 18), dans le cas desquels (l'actif) le passif net au titre des prestations définies correspond à la juste valeur des actifs du régime moins la valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien et les montants présentés dans ces états financiers consolidés sont en millions de dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration en date du 19 juin 2023.

a. Hypothèses et incertitude relative aux estimations

L'établissement d'états financiers exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur :

- l'application des méthodes comptables;
- la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers;
- la valeur comptable des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information financière;
- la présentation des actifs et des passifs éventuels.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

Les résultats réels pourraient différer des estimations faites.

Les estimations et les hypothèses sont passées en revue régulièrement. Toute révision de ces estimations ou de ces hypothèses est constatée dans la période au cours de laquelle la révision a été faite ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

b. Estimations

Le tableau suivant présente les notes qui font référence aux principales estimations.

Note	Estimation
3. b.	Comptabilisation, évaluation et recouvrement des soldes réglementaires
3. d.	Estimation de la durée d'utilité des immobilisations corporelles
3. g.	Comptabilisation et évaluation des passifs au titre du démantèlement et de la gestion du combustible nucléaire irradié
3. h.	Principales hypothèses actuarielles sur l'évaluation des obligations au titre des régimes à prestations définies
3. i.	Comptabilisation et évaluation des provisions et des éventualités
3. j.	Évaluation des produits non facturés
3. n.	Évaluation à la juste valeur des instruments financiers

c. Jugements

Le tableau suivant présente les notes qui fournissent des informations sur les jugements formulés lors de l'application des méthodes comptables produisant le plus important effet sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Note	Jugement
3. d.	Immobilisations corporelles : inscription à l'actif des coûts
3. m.	Contrats de location : déterminer si un accord contient un contrat de location et classement des contrats de location

d. Nouvelles normes et interprétations ayant été adoptées

IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

L'IASB a publié des modifications de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Les modifications ont trait aux coûts qui devraient être compris dans le coût d'exécution d'un contrat lorsqu'une entité détermine si un contrat est déficitaire. Les modifications précisent que le coût d'exécution d'un contrat est constitué de tous les coûts directement liés à ce contrat. Ces coûts comprennent à la fois les coûts marginaux d'exécution du contrat et l'imputation des autres coûts directement liés à l'exécution des contrats. Les modifications s'appliquent aux contrats existant à la date à laquelle les modifications sont appliquées pour la première fois. L'application de cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT (suite)

e. Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Le tableau suivant présente les nouvelles normes ainsi que les normes et interprétations modifiées qui ne s'appliquaient pas encore au 31 mars 2023 et qui n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés du 31 mars 2023.

Norme	Date d'entrée en vigueur
<i>IAS 1, Présentation des états financiers et énoncé de pratiques en IFRS 2</i>	1 ^{er} avril 2023
<i>IAS 1, Présentation des états financiers</i>	1 ^{er} avril 2023
<i>IAS 1, Présentation des états financiers</i>	1 ^{er} avril 2024
<i>IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>	1 ^{er} avril 2023
<i>IFRS 16, Contrats de location</i>	1 ^{er} avril 2024

L'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2. Les modifications aident les entreprises à fournir des informations utiles sur les méthodes comptables. Les principales modifications ont pour objectif d'exiger que les entités présentent leurs méthodes comptables significatives plutôt que leurs principales méthodes comptables et elles précisent que les méthodes comptables concernant des transactions, autres événements ou conditions non significatifs sont elles-mêmes non significatives et, par conséquent, n'ont pas à être présentées, et que les méthodes comptables concernant des transactions, autres événements ou conditions significatifs ne sont pas toutes significatives par rapport aux états financiers d'une société.

L'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications ont trait au classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus précisément, les modifications précisent l'un des critères pour le classement des passifs en tant que passifs non courants, à savoir l'exigence selon laquelle une entité dispose du droit de différer le règlement d'un passif pendant au moins 12 mois après la date de clôture.

L'IASB a publié d'autres modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Les modifications n'ont d'incidence que sur la présentation des passifs au bilan et visent à apporter des précisions sur le fait que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fondé sur les droits qui existent à la date de clôture. En outre, les modifications précisent que la probabilité qu'une entité exerce son droit de différer le règlement d'un passif n'a pas d'incidence sur son classement et que le règlement d'un passif s'entend du transfert à l'autre partie de trésorerie, d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs ou de services.

L'IASB a publié des modifications de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Ces modifications présentent une nouvelle définition des estimations comptables, laquelle précise qu'il s'agit de montants des états financiers qui comportent une incertitude d'évaluation. Les modifications précisent également le lien entre les méthodes comptables et les estimations comptables en indiquant qu'une société établit une estimation comptable aux fins de la réalisation de l'objectif de la méthode comptable.

L'IASB a également publié des modifications de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications comportent des exigences portant sur l'évaluation ultérieure des transactions de cession-bail.

La Société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence significative sur les états financiers.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La présente note fait état des méthodes comptables employées pour l'établissement des présents états financiers consolidés. Elle est composée des sections suivantes :

Note	Titre
3. a.	Méthode de consolidation
3. b.	Réglementation des tarifs
3. c.	Stocks de matériel, de fournitures et de combustible
3. d.	Immobilisations corporelles
3. e.	Immobilisations incorporelles
3. f.	Dettes à long terme
3. g.	Passifs au titre du démantèlement
3. h.	Avantages postérieurs à l'emploi
3. i.	Provisions
3. j.	Produits
3. k.	Subventions publiques
3. l.	Opérations de change
3. m.	Contrats de location
3. n.	Instruments financiers
3. o.	Dérivés

a. Méthode de consolidation

Filiales

Les états financiers consolidés de la Société comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales en propriété exclusive. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

b. Réglementation des tarifs

Les soldes réglementaires de la Société sont comptabilisés aux fins d'établissement de tarifs et de présentation de l'information financière si la CESP approuve le traitement réglementaire ou si la direction est d'avis que le traitement réglementaire est probable. Les soldes débiteurs réglementaires représentent la part excédentaire des charges engagées par rapport aux sommes facturées aux clients selon les tarifs approuvés par la CESP. Les soldes créditeurs réglementaires représentent la part excédentaire des charges engagées par la Société par rapport aux sommes facturées aux clients selon les tarifs approuvés par la CESP.

Les soldes débiteurs réglementaires sont comptabilisés s'il est probable que les factures subséquentes d'une somme qui soit au moins égale aux coûts différés seront émises par suite de l'ajout de ce coût dans les coûts admissibles aux fins d'établissement des tarifs. Les soldes débiteurs réglementaires sont évalués de façon continue afin d'en apprécier la recouvrabilité et si la direction juge que la recouvrabilité d'un actif n'est plus probable, le coût différé est imputé aux résultats de la période.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

b. Réglementation des tarifs (suite)

Les éléments suivants découlent des traitements comptables, lesquels diffèrent de ceux préconisés par les IFRS, applicables aux entités qui n'exercent pas leurs activités dans un contexte de réglementation des tarifs et aux entités qui exercent leurs activités dans un contexte de réglementation des tarifs qui n'ont pas adopté l'IFRS 14.

- Provision pour les fonds utilisés pendant la construction
- Remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau
- Règlement de la poursuite contre Petróleos de Venezuela S.A.
- Écart des coûts de l'approvisionnement énergétique
- Ventes d'électricité et marges d'écart
- Report relatif à l'efficacité énergétique et à la réponse à la demande

Les soldes réglementaires qui ne satisfont pas à la définition d'un actif ou d'un passif énoncée par toute autre norme sont présentés de manière distincte dans l'état consolidé de la situation financière en tant que soldes réglementaires et dans l'état consolidé du résultat net en tant que variations nettes des soldes réglementaires.

c. Stocks de matériel, de fournitures et de combustible

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les stocks de matériel, les fournitures et les combustibles autres que le combustible nucléaire sont évalués au coût moyen. Les stocks de combustible nucléaire sont évalués au coût selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des stocks comprend les coûts directement attribuables au transport des stocks à l'endroit désiré et à leur mise en état de fonctionnement.

Les crédits d'énergie renouvelable sont évalués au plus faible du coût moyen et de la valeur nette de réalisation. Les projets d'énergie renouvelables admissibles reçoivent des crédits d'énergie renouvelable pour la production et la fourniture d'énergie renouvelable. Ces crédits peuvent être échangés et sont principalement vendus aux termes de contrats à durée déterminée. Les produits tirés de ces contrats sont comptabilisés à un moment précis, au moment de la production de l'électricité connexe. Tous les crédits générés à des montants supérieurs aux montants contractuels sont détenus dans les stocks, le montant compensatoire étant comptabilisé à titre de diminution des charges d'exploitation.

d. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Lorsque des composantes importantes des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des éléments distincts des immobilisations corporelles.

Coût des entrées

Le coût des entrées d'immobilisations corporelles comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

d. Immobilisations corporelles (suite)

Coût des entrées (suite)

Le coût des actifs produits par l'entité pour elle-même comprend les dépenses directement attribuables à la construction de l'actif, notamment :

- les services de sous-traitance;
- la main-d'œuvre directe et le matériel;
- les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés;
- les coûts estimés liés au démantèlement;
- les coûts estimés liés à l'évacuation du combustible nucléaire irradié;
- les frais généraux du siège social directement attribuables à l'actif produit par l'entité pour elle-même;
- les autres frais directement attribuables aux projets d'immobilisations;

moins :

- les produits gagnés pendant la période de mise en service;
- les subventions publiques.

Inspections et révisions majeures

La Société engage des coûts relativement aux inspections et aux révisions majeures effectuées à ses centrales. Ces coûts sont inscrits à l'actif s'ils sont considérés comme étant admissibles à titre de capital et s'ils reviennent régulièrement à des intervalles d'au moins deux ans. Ils sont inscrits à l'actif en tant que composantes distinctes et ils sont amortis au cours de la période précédant la prochaine inspection ou révision majeure. Les frais d'entretien quotidiens sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation représentent le droit d'utiliser l'actif sous-jacent. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui est fondé sur le montant initial de l'obligation locative majoré de divers ajustements. Ces ajustements comprennent les paiements de loyers effectués au plus tard à la date de début, les coûts directs initiaux engagés, les coûts estimatifs de démantèlement et d'enlèvement de l'actif loué, ou de remise en état du bien sous-jacent ou du terrain sur lequel le bien est situé, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont ensuite amortis jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur.

Coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés

Les intérêts sont inscrits à l'actif si la durée d'un projet est de six mois ou plus. Les coûts d'emprunt sont calculés mensuellement en fonction du coût moyen pondéré des emprunts généraux.

Dépenses ultérieures

La Société évalue ses dépenses ultérieures liées aux immobilisations corporelles afin de déterminer s'il s'agit de dépenses d'investissement ou de dépenses d'exploitation. Les dépenses ultérieures sont inscrites à l'actif lorsqu'elles donnent lieu à un accroissement des avantages économiques futurs associés à l'actif.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

d. Immobilisations corporelles (suite)

Amortissement

L'amortissement des actifs est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque composante d'une immobilisation corporelle. L'amortissement débute lorsque l'actif est prêt pour utilisation.

Durée d'utilité estimée

La durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles est revue annuellement et toute révision est appliquée prospectivement. Les principales catégories d'immobilisations corporelles et la durée d'utilité estimée se présentent comme suit :

Actifs	Années
Centrale nucléaire	De 4 à 57
Centrales hydroélectriques	De 4 à 100
Centrales thermiques	De 2 à 64
Centrales à turbines à combustion	De 10 à 40
Réseau de transport	De 14 à 70
Postes et sous-stations	De 15 à 62
Réseau de distribution	De 10 à 53
Bâtiments et biens	De 20 à 54
Systèmes informatiques	6
Véhicules motorisés	De 8 à 21
Actifs divers	15
Actifs au titre de droits d'utilisation	De 1 à 20

Décomptabilisation

Une composante d'une immobilisation corporelle est décomptabilisée lorsqu'elle est mise hors service ou lorsque aucun avantage économique futur de son utilisation n'est prévu. Lorsqu'une composante est décomptabilisée, le coût et le cumul de l'amortissement sont radiés en comptabilisant le profit ou la perte sur la sortie dans la charge d'amortissement.

Dépréciation

Chaque année, la Société soumet ses immobilisations corporelles à un test de dépréciation pour évaluer s'il existe des indices de dépréciation potentielle. S'il y a dépréciation, une perte de valeur d'un montant équivalant à l'excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur recouvrable sera comptabilisée dans le résultat net.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

e. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût et elles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée.

Actifs	Années
Chutes Nepisiguit (droit prévu par la loi)	50
Logiciels	6
Autres	De 6 à 20

f. Dette à long terme

La dette à long terme est comptabilisée au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur estimative de cette dette est présentée à la note 28; elle est établie en fonction de la valeur de marché ou des estimations de cette valeur fondées sur des titres de créance assortis de conditions et d'échéances analogues. Le solde non amorti des escomptes et des primes est inclus dans la dette à long terme et est amorti sur la durée des émissions de titres de créance auxquelles les primes et l'amortissement se rapportent selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

g. Passifs au titre du démantèlement

Les actifs pour lesquels des passifs au titre du démantèlement sont enregistrés ou pourraient l'être comprennent, notamment :

- les centrales thermiques et la centrale hydroélectrique de Milltown;
- la centrale nucléaire;
- le combustible nucléaire irradié;
- les chauffe-eau;
- les câbles sous-marins de la ligne de transport alimentant les îles de Fundy;
- d'autres centrales hydroélectriques ainsi que des actifs des réseaux de transport et de distribution.

Centrales thermiques et centrale hydroélectrique de Milltown

La Société a comptabilisé des provisions en ce qui a trait aux coûts estimés futurs relatifs au démantèlement des centrales thermiques et de la centrale hydroélectrique de Milltown.

Calcul des coûts prévus

Les coûts futurs prévus sont établis d'après des études détaillées qui tiennent compte de diverses hypothèses concernant :

- les moyens et l'échéancier à adopter pour le démantèlement des centrales;
- les estimations des taux d'inflation futurs.

La Société revoit ces calculs annuellement en raison :

- des progrès technologiques éventuels en matière de démantèlement;
- des modifications apportées aux diverses hypothèses et estimations inhérentes aux calculs.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g. Passifs au titre du démantèlement (suite)

Centrales thermiques et centrale hydroélectrique de Milltown (suite)

Coûts comptabilisés en tant que passifs

La valeur actualisée estimée des coûts liés au démantèlement des centrales à la fin de leur durée d'utilité était comptabilisée en tant que passif au 31 mars 2023. Les dépenses courantes engagées dans le cadre des activités de démantèlement sont imputées aux comptes du passif.

Charge de désactualisation

La désactualisation représente l'augmentation de la valeur comptable du passif en raison de l'écoulement du temps selon le taux d'actualisation utilisé pour déterminer le montant de la provision. Plus précisément, la désactualisation est :

- calculée au moyen du taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de la Société;
- classée comme charge financière.

Centrale nucléaire

La Société a comptabilisé des provisions en ce qui a trait aux coûts estimés futurs relatifs au démantèlement de la centrale nucléaire.

Calcul des coûts prévus

Les coûts futurs prévus sont établis d'après des études détaillées qui tiennent compte de diverses hypothèses concernant :

- les moyens et l'échéancier à adopter pour le démantèlement de la centrale nucléaire;
- les estimations des taux d'inflation futurs.

La Société revoit ces calculs annuellement en raison :

- des progrès technologiques éventuels en matière de démantèlement;
- des modifications apportées aux diverses hypothèses et estimations inhérentes aux calculs.

Coûts comptabilisés en tant que passifs

La valeur actualisée estimée des coûts liés au démantèlement de la centrale nucléaire à la fin de sa durée d'utilité était comptabilisée en tant que passif au 31 mars 2023. Les dépenses courantes engagées dans le cadre des activités de démantèlement sont imputées aux comptes du passif.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g. Passifs au titre du démantèlement (suite)

Centrale nucléaire (suite)

Charge de désactualisation

La désactualisation représente l'augmentation de la valeur comptable du passif en raison de l'écoulement du temps selon le taux d'actualisation utilisé pour déterminer le montant de la provision.

La désactualisation est calculée pour les passifs liés au démantèlement de la centrale nucléaire. Plus précisément, la désactualisation est :

- calculée au moyen du taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de la Société et de la durée de l'écart de taux pour tenir compte de la nature à long terme de ces passifs;
- classée comme charge financière.

Combustible nucléaire irradié

La Société a comptabilisé des provisions en ce qui a trait aux coûts estimés futurs relatifs à la gestion du combustible nucléaire irradié.

Calcul des coûts prévus

Les coûts futurs prévus sont établis d'après des études détaillées qui tiennent compte de diverses hypothèses concernant :

- le coût du transport des matières nucléaires vers des installations de stockage permanent;
- les estimations des taux d'inflation futurs.

La Société revoit ces calculs annuellement en raison :

- des progrès technologiques éventuels en matière de gestion du combustible nucléaire irradié;
- des modifications apportées aux diverses hypothèses et estimations inhérentes aux calculs.

Méthode de calcul

La Société de gestion des déchets nucléaires a été créée conformément à la *Loi sur les déchets de combustible nucléaire*. La méthode utilisée par la Société pour calculer le passif lié à la gestion du combustible nucléaire irradié est conforme aux recommandations de la Société de gestion des déchets nucléaires, telles qu'elles ont été approuvées par Ressources naturelles Canada.

Coûts comptabilisés en tant que passifs

La valeur actualisée estimée des coûts suivants a été comptabilisée comme passif au 31 mars 2023 :

- les coûts fixes des activités de gestion du combustible nucléaire irradié. Ces coûts doivent être engagés quel que soit le volume de combustible consommé;
- les coûts variables des activités de gestion du combustible nucléaire irradié afin de tenir compte des coûts engagés relativement aux volumes réels de combustible nucléaire irradié jusqu'au 31 mars 2023.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g. Passifs au titre du démantèlement (suite)

Combustible nucléaire irradié (suite)

Le passif lié à la gestion du combustible nucléaire irradié est augmenté pour tenir compte des coûts liés à l'évacuation des grappes de combustible nucléaire utilisé chaque année, et les montants correspondants sont comptabilisés comme frais de combustible dans les charges d'exploitation. Les dépenses courantes engagées dans le cadre de la gestion du combustible nucléaire irradié sont imputées aux comptes du passif.

Charge de désactualisation

La désactualisation représente l'augmentation de la valeur comptable du passif en raison de l'écoulement du temps selon le taux d'actualisation utilisé pour déterminer le montant de la provision. Plus précisément, la charge de désactualisation est :

- calculée au moyen du taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de la Société et de la durée de l'écart de taux pour tenir compte de la nature à long terme de ces passifs;
- classée comme charge financière.

Chauffe-eau

La Société a comptabilisé une provision en ce qui a trait aux coûts estimés futurs relatifs au retrait permanent des chauffe-eau loués des résidences de ses clients.

Calcul des coûts prévus

Les calculs sont fondés sur les données historiques de la Société sur le retrait des chauffe-eau, notamment les estimations relatives à l'inflation. La Société revoit annuellement les estimations et les hypothèses.

Câbles sous-marins de la ligne de transport alimentant les îles de Fundy

La Société a comptabilisé une provision en ce qui a trait aux coûts futurs estimés de démantèlement des câbles sous-marins de 17 kilomètres alimentant les îles de Fundy.

Calcul des coûts prévus

Les calculs des coûts futurs prévus sont établis d'après une analyse technique qui tient compte de diverses hypothèses concernant les moyens et l'échéancier à adopter pour le démantèlement et comprennent des estimations des taux d'inflation.

Autres centrales hydroélectriques et actifs des réseaux de transport et de distribution

En supposant qu'aucune dépense supplémentaire liée aux améliorations des immobilisations ne soit engagée, la fin de la durée d'utilité de la centrale de Mactaquac est prévue pour 2030. La Société a proposé un projet d'immobilisations qui permettra l'exploitation de la centrale pour sa durée de vie utile initiale de 100 ans, soit jusqu'en 2068, avec la possibilité de prolonger davantage sa durée de vie, grâce à une stratégie modifiée de l'exécution de travaux d'entretien, de l'ajustement et du remplacement de l'équipement mécanique au fil du temps. De ce fait, aucune durée d'utilité n'a été établie et aucun passif n'a été constitué.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g. Passifs au titre du démantèlement (suite)

Autres centrales hydroélectriques et actifs des réseaux de transport et de distribution (suite)

La Société entend utiliser la plupart de ses autres actifs au titre des centrales hydroélectriques et des réseaux de transport et de distribution pour une durée indéterminée. Grâce à des travaux d'entretien ou de reconstruction, il est prévu que les actifs seront utilisés dans un avenir prévisible. Par conséquent, la valeur actualisée d'une quelconque obligation est négligeable. Si, à une date ultérieure, il est déterminé qu'un actif donné ne respectera pas cette hypothèse de perpétuité, ce dernier fera l'objet d'un examen pour déterminer s'il existe une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations pouvant être estimée, après quoi une obligation serait comptabilisée.

La Société ne comptabilisera un passif au titre du démantèlement que lorsqu'une obligation juridique ou implicite s'imposera à l'égard des actifs des centrales hydroélectriques et des réseaux de transport et de distribution.

h. Avantages postérieurs à l'emploi

Les programmes d'avantages postérieurs à l'emploi de la Société incluent :

- le Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick (« RRSPNB »);
- le régime de retraite des employés de NB Coal;
- un programme d'allocations de retraite;
- un programme de retraite anticipée;
- d'autres avantages à long terme.

Les employés de la Société souscrivent au RRSPNB.

Le RRSPNB a été établi le 1^{er} janvier 2014 à l'intention des employés de la Province du Nouveau-Brunswick, et de ses sociétés d'État et des organismes provinciaux. Les cotisations proviennent des employeurs et des employés participants et sont généralement fixes. Toutefois, les avantages de base ne sont pas garantis. Il s'agit d'un régime interentreprises à risques partagés. Chaque entité membre ne dispose pas de comptes séparés pour les actifs et les passifs du régime. Comme il n'est pas réaliste ni possible d'obtenir toute l'information requise pour effectuer l'attribution très précise de la tranche de l'obligation de la Société, celle-ci utilise la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées pour comptabiliser sa tranche du RRSPNB.

Le régime de retraite des employés de NB Coal est un régime à prestations définies qui vise les anciens employés. Il n'y a aucun membre actif. La Société verse annuellement des cotisations spéciales afin de maintenir la situation de capitalisation.

Les autres régimes sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi non capitalisés et ils sont capitalisés uniquement au cours de l'exercice où les dépenses sont faites. La Société comptabilise ces régimes selon la méthode de comptabilisation des régimes à présentations définies.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

h. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont déterminées au moyen d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses qui servent à déterminer la valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies. Les principales hypothèses sont :

- établies au 31 mars;
- déterminées en fonction des taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de grande qualité qui correspondent au calendrier des versements des prestations prévues;
- tiennent compte des estimations les plus probables de la direction en ce qui a trait aux projections des salaires et des traitements jusqu'à la date prévue du départ à la retraite.

Le coût des services rendus est imputé au résultat net à titre de frais d'exploitation, d'entretien et d'administration. La charge d'intérêts est calculée au moyen du même taux d'actualisation que celui ayant servi à évaluer l'obligation au titre des régimes à prestations définies. Le montant net des intérêts est imputé aux coûts financiers. Les gains et les pertes actuariels au titre du régime d'invalidité de longue durée sont comptabilisés dans le résultat net. Les gains et les pertes sur les programmes d'avantages postérieurs à l'emploi restants sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Une réduction se fait s'il y a une diminution importante des avantages liés aux services futurs. Une réduction est comptabilisée une fois que l'événement entraînant un changement s'est produit.

i. Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions dont la durée est à long terme sont évaluées à leur valeur actualisée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus en fonction du taux sans risque ajusté selon la qualité du crédit de la Société.

Les apports des clients, qui correspondent à l'obligation de la Société de continuer à fournir à sa clientèle un accès à l'électricité, sont comptabilisés dans le résultat net à titre de produits divers selon le mode linéaire sur la durée estimée des contrats avec les clients. Les apports remboursables sont comptabilisés en tant que passifs courants jusqu'à ce qu'ils ne soient plus remboursables.

j. Produits

Obligation de prestation et méthode de comptabilisation des produits

Ventes d'électricité à l'intérieur de la province

Les ventes d'électricité à l'intérieur de la province sont réputées contenir une prestation de service unique puisqu'elle représente une série de biens distincts qui sont substantiellement identiques et qui suivent le même modèle de transfert au client. Ces obligations de prestation seront remplies à mesure que l'électricité est transférée au client et utilisée par celui-ci, ce qui est calculé au moyen d'un compteur. La comptabilisation des produits repose sur le volume d'électricité livré au client et les prix sont fondés sur un modèle de coût des services, lequel est passé en revue et approuvé par la CESP. Les clients ont des dates de facturation différentes et la fin du mois n'est pas nécessairement la date de facturation; par conséquent, des produits à recevoir sont inscrits à la clôture de chaque mois pour comptabiliser les produits non facturés. Les ventes qui sont réputées ne pas être recouvrables ne sont pas comptabilisées à titre de produits.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

j. Produits (suite)

Obligation de prestation et méthode de comptabilisation des produits (suite)

Ventes d'électricité à l'extérieur de la province

Les ventes d'électricité à l'extérieur de la province sont comptabilisées chaque jour à mesure que l'électricité est transférée aux clients et utilisée par ceux-ci et reposent sur le prix de marché au moment de la vente ou sur les prix contractuels dans le cas des contrats à long terme.

Produits divers

Ventes de gaz naturel

Les ventes sont comptabilisées lorsque le gaz naturel est livré au client et elles reposent sur le prix de marché au moment de la vente.

Apports des clients

Les apports des clients sont comptabilisés dans les états financiers consolidés comme provisions au titre d'autres passifs et de charges et ils sont imputés au résultat net à titre de produits divers selon le mode linéaire sur la durée estimée des contrats avec les clients. Lorsque les contrats avec les clients sont perpétuels et que l'actif apporté connexe est utilisé pour fournir des biens ou des services aux clients, la durée du contrat est estimée être équivalente à la durée d'utilité économique de l'actif auquel l'apport est lié. Un apport remboursable est comptabilisé en tant que passifs courants jusqu'à ce qu'il ne soit plus remboursable.

k. Subventions publiques

Les subventions publiques servent à compenser pour certains types de dépenses engagées. Ces subventions sont portées en diminution des charges pour la période au cours de laquelle la charge est comptabilisée. Les subventions publiques liées aux immobilisations corporelles sont classées dans les immobilisations corporelles et sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif correspondant.

l. Opérations de change

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Les opérations de change effectuées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle sont converties suivant la nature de l'élément.

- Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les profits et les pertes liés à la conversion sont comptabilisés dans le résultat net.
- Dans le cas des opérations admissibles à la comptabilité de couverture, les profits et les pertes liés aux couvertures de flux de trésorerie efficaces sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

m. Contrats de location

La Société à titre de preneur

La Société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location, en fonction de la question de savoir si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat contient un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative.

L'obligation locative représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers futurs. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à la date de début. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat de location dans la mesure où il peut être facilement déterminé. Lorsque le taux d'intérêt implicite ne peut facilement être déterminé, la Société utilise le taux d'emprunt marginal. Pour déterminer la durée du contrat de location, les options de renouvellement et de résiliation sont prises en compte s'il est raisonnablement certain qu'elles seront exercées. L'obligation locative est par la suite augmentée des charges d'intérêts et diminuée des paiements de loyers.

La Société applique les mesures de simplification autorisées aux termes de l'IFRS 16.

- Elle a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de location à court terme de 12 mois ou moins et les contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur (moins de 5 mille dollars américains). La Société passe en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location dans l'état consolidé du résultat net.

La Société à titre de bailleur

Lorsqu'elle agit à titre de bailleur, la Société classe les contrats de location comme des contrats de location simple ou des contrats de location-financement. La Société a établi que tous les contrats de location pour lesquels elle est le bailleur sont des contrats de location simple.

n. Instruments financiers

Un instrument financier correspond à tout contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité (p. ex., débiteurs/crédoeurs).

Les actifs et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous. Leur classement est fonction de l'objectif de l'émission ou de l'acquisition des instruments financiers et de leurs caractéristiques.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

n. Instruments financiers (suite)

Le tableau qui suit présente le classement des instruments financiers.

Instrument financier	Classement
Actifs financiers	
Trésorerie	Coût amorti
Débiteurs	Coût amorti
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement	Coût amorti
Actifs dérivés	À la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié	À la juste valeur par le biais du résultat net
Passifs financiers	
Dette à court terme	Autres passifs
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs
Intérêts courus	Autres passifs
Dette à long terme	Autres passifs
Obligations locatives	Autres passifs
Passifs dérivés	À la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Coût amorti

Les actifs financiers classés au coût amorti sont évalués selon le montant comptabilisé lors de la comptabilisation initiale, diminué des remboursements de principal, et augmenté ou diminué du cumul des amortissements de tout écart entre ce montant initial et le montant à l'échéance, et de toute correction de valeur pour pertes. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat lorsque l'actif est décomptabilisé ou reclassé.

Juste valeur par le biais du résultat net

Normalement, les actifs et les passifs financiers de cette catégorie sont acquis principalement en vue d'une revente prochaine ou sont désignés à cet effet dès leur comptabilisation initiale. Les instruments financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si la Société gère ces placements et prend des décisions en matière d'achat ou de vente fondées sur leur valeur, conformément à sa stratégie documentée en matière de gestion du risque lié aux placements. Ces actifs et ces passifs sont évalués à la juste valeur à la date de l'état de la situation financière. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

n. Instruments financiers (suite)

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont par la suite évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au moment de la décomptabilisation, les profits et les pertes inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état consolidé du résultat net.

Autres passifs

Tous les passifs financiers de la Société, à l'exception des passifs dérivés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, sont inclus dans cette catégorie. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Méthode du taux d'intérêt effectif et coûts de transaction

La Société utilise la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts sur les instruments financiers susmentionnés. La méthode du taux d'intérêt effectif permet d'actualiser les sorties de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue d'un instrument ou sur une période plus courte, selon le cas, de manière à obtenir la valeur comptable nette à la date de l'état de la situation financière. Le calcul tient compte des éléments suivants, qui sont gagnés ou engagés :

- les coûts de transaction;
- les commissions;
- les primes;
- les escomptes.

Les coûts de transaction liés aux instruments désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

o. Dérivés

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat respectant les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction d'une variable sous-jacente (par exemple, un indice boursier);
- le placement net initial requis est nul ou minime;
- il sera réglé à une date future.

En vertu des contrats dérivés, la Société règle des sommes selon l'écart entre un prix variable mensuel cumulatif fondé sur un indice et un prix fixe. Le prix fixe qui découle de ce calcul est pris en compte dans le résultat net.

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net à moins que l'instrument ne satisfasse aux critères de la comptabilité de couverture.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

o. Dérivés (suite)

Couvertures de flux de trésorerie

La Société utilise des dérivés pour gérer ou couvrir certaines expositions. Elle n'utilise pas les dérivés à des fins de spéculation ou de négociation. Certains instruments financiers dérivés détenus par la Société sont admissibles à la comptabilité de couverture.

Documentation

Pour déterminer quels instruments sont admissibles à la comptabilité de couverture, la Société constitue une documentation en bonne et due forme à l'égard :

- de toutes les relations existant entre les instruments de couverture et les éléments couverts au moment de leur établissement;
- de son évaluation de l'efficacité de la relation de couverture;
- des objectifs et de la stratégie de couverture sous-tendant les diverses opérations de couverture.

Dans le cadre de ce processus, chaque instrument dérivé est lié à un actif ou à un passif de l'état consolidé de la situation financière ou à une opération prévue donnée.

Comptabilisation des couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. La comptabilisation des variations de la juste valeur dépend de l'efficacité du dérivé à titre de couverture. En général, un dérivé constitue une couverture efficace d'un autre élément lorsque les variations de leur juste valeur ou de leurs flux de trésorerie respectifs se contrebalancent presque parfaitement. En raison de la nature de certaines relations de couverture, la juste valeur ou les flux de trésorerie ne se contrebalancent pas parfaitement, ce qui correspond à la tranche inefficace de la couverture.

La variation de la juste valeur d'un dérivé est comptabilisée comme suit :

La tranche	est comptabilisée
efficace	dans les autres éléments du résultat global, hors du résultat net de l'exercice.
inefficace	dans le résultat net.

Les sommes accumulées dans les autres éléments du résultat global sont reclassées dans le résultat net dans la même période au cours de laquelle l'opération en trésorerie prévue couverte influence sur les résultats.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

o. Dérivés (suite)

Cessation de la comptabilité de couverture

Si une opération prévue n'est plus susceptible de se produire, la Société cesse alors d'appliquer la comptabilité de couverture et tout profit ou perte comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global est automatiquement comptabilisé dans le résultat net.

Si un instrument de couverture est vendu ou résilié avant son échéance, ou s'il cesse d'être efficace à titre de couverture ou si la désignation est annulée, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective, et les profits ou les pertes cumulés jusqu'à la date de cessation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global y sont maintenus et sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle l'opération en trésorerie prévue influe sur les résultats. Tout profit ou toute perte générés après la cessation de la comptabilité de couverture est comptabilisé dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils ont été générés.

4. RÉGLEMENTATION DES TARIFS

Soldes réglementaires

L'application de la procédure réglementaire d'établissement des tarifs pourrait donner lieu à des soldes réglementaires liés à Énergie NB.

Tous les montants comptabilisés à titre de soldes réglementaires sont assujettis à la loi ou à une approbation réglementaire. Ainsi :

- les organismes de réglementation pourraient modifier les montants comptabilisés à titre de soldes réglementaires, auquel cas la modification serait reflétée dans les états financiers;
- certaines périodes de recouvrement ou de règlement résiduelles sont celles prévues par la direction, et les périodes de recouvrement ou de règlement réelles pourraient être différentes du fait d'une approbation réglementaire.

5. DÉBITEURS

	Note	2023
Créances clients		376 \$
Autres débiteurs		10
Produits non facturés		122
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	29	(4)
		504 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

6. MATÉRIEL, FOURNITURES ET COMBUSTIBLE

	2023
Matériel et fournitures	46 \$
Combustible nucléaire	53
Charbon	17
Mazout lourd	113
Coke de pétrole	24
Crédits d'énergie renouvelable	7
Autres combustibles	36
	296 \$

Au cours de l'exercice, la valeur des stocks, laquelle était de 1 million de dollars, a été ramenée à la valeur nette de réalisation. Les stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice se chiffraient à 337 millions de dollars.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Centrales électriques	Réseau de transport	Postes et sous- stations	Réseau de distribution	Autres	Construction en cours	Total
Coût ou coût présumé							
Solde au 1^{er} avril 2022	4 258 \$	484 \$	519 \$	1 275 \$	334 \$	407 \$	7 277 \$
Entrées	–	–	–	–	20	513	533
Entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation	2	–	–	–	3	–	5
Ajustements liés au démantèlement	(175)	(2)	–	–	–	–	(177)
Sorties	(94)	–	(1)	(16)	(6)	–	(117)
Sorties d'actifs au titre de droits d'utilisation	(2)	–	–	–	(2)	–	(4)
Transferts	350	22	24	55	32	(482)	1
Solde au 31 mars 2023	4 339	504	542	1 314	381	438	7 518
Cumul des amortissements							
Solde au 1^{er} avril 2022	1 719	68	104	638	103	–	2 632
Charge d'amortissement	245	13	16	36	18	–	328
Charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation	4	–	–	–	2	–	6
Sorties	(94)	–	–	(15)	(5)	–	(114)
Sorties d'actifs au titre de droits d'utilisation	(2)	–	–	–	(2)	–	(4)
Solde au 31 mars 2023	1 872	81	120	659	116	–	2 848
Valeur comptable – actifs au titre de droits d'utilisation							
Solde au 31 mars 2023	24	–	–	–	15	–	39
Valeur comptable – total des actifs							
Solde au 31 mars 2023	2 467 \$	423 \$	422 \$	655 \$	265 \$	438 \$	4 670 \$

Le montant des subventions publiques classé dans les immobilisations corporelles en 2023 s'est établi à 2 millions de dollars. Les montants ont été affectés au projet de réseau intelligent de l'Atlantique et au Fonds pour les changements climatiques. La subvention est amortie sur la durée d'utilité des actifs correspondants.

Les intérêts inscrits à l'actif dans les immobilisations corporelles en 2023 au taux d'intérêt moyen pondéré des emprunts de 4,31 % se sont élevés à 14 millions de dollars (note 26).

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Chutes Nepisiguit – Droits prévus par la loi	Logiciels	Autres	Construction en cours	Total
Coût ou coût présumé					
Solde au 1^{er} avril 2022	19 \$	55 \$	3 \$	24 \$	101 \$
Entrées	–	–	–	9	9
Transferts	–	25	–	(29)	(4)
Solde au 31 mars 2023	19	80	3	4	106
Cumul de l'amortissement					
Solde au 1^{er} avril 2022	4	37	1	–	42
Charge d'amortissement	1	7	–	–	8
Solde au 31 mars 2023	5	44	1	–	50
Valeur comptable					
Solde au 31 mars 2023	14 \$	36 \$	2 \$	4 \$	56 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

9. FONDS AU TITRE DU DÉMANTÈLEMENT DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE ET DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ

Ci-après sont présentés les fonds distincts constitués par la Société en guise de garantie en ce qui a trait à ses obligations liées au démantèlement de la centrale nucléaire et à la gestion du combustible nucléaire irradié ainsi que des renseignements sur les éléments suivants :

- les exigences relatives aux fonds;
- les fonds de la Société;
- l'état des fonds de la Société.

Exigences relatives aux fonds

La *Loi sur les déchets de combustible nucléaire* oblige les propriétaires de combustible nucléaire irradié au Canada à constituer un fonds en fiducie pour financer la gestion à long terme du combustible nucléaire irradié. La Commission canadienne de sûreté nucléaire (la « CCSN ») exige que la Société maintienne certains fonds distincts afin de satisfaire aux conditions des permis d'exploitation de la centrale nucléaire de Point Lepreau. Les placements inclus dans ces fonds constitués serviront à satisfaire aux exigences de la *Loi sur les déchets de combustible nucléaire*.

Fonds de la Société

La Société a constitué les fonds suivants, chacun étant détenu dans un compte de garde.

Fonds	Fiduciaire	Objectif	Exigences de financement	Cotisations 2022-2023
Fonds distinct au titre du démantèlement et fonds distinct au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	Ministre des Finances provincial	Satisfaire aux conditions des permis d'exploitation de la centrale nucléaire de Point Lepreau établies par la CCSN	Établies annuellement d'après les obligations courantes et la valeur de marché du fonds.	– \$
Fonds en fiducie au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	BNY Mellon	Respecter la <i>Loi sur les déchets de combustible nucléaire</i> et satisfaire aux exigences de la CCSN	En vertu de la <i>Loi sur les déchets de combustible nucléaire</i> , Énergie NB est tenue de verser une cotisation au fonds en fiducie d'un montant fondé sur la formule de financement approuvée.	4 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

9. FONDS AU TITRE DU DÉMANTÈLEMENT DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE ET DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ (suite)

Juste valeur des fonds de la Société

Le tableau suivant présente la juste valeur des placements inclus dans les fonds constitués.

	Fonds distinct au titre du démantèlement et fonds distinct au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	Fonds en fiducie au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	Total pour 2023
Revenu fixe	150 \$	193 \$	343 \$
Actions internationales	144	–	144
Placements non traditionnels	97	–	97
Actions canadiennes	54	–	54
Biens immobiliers de sociétés fermées	78	–	78
Biens immobiliers de sociétés ouvertes	30	–	30
Infrastructure de sociétés ouvertes	5	–	5
Infrastructure de sociétés fermées	55	–	55
Titres de capitaux propres de sociétés fermées	91	–	91
Total des placements inclus dans les fonds constitués	704 \$	193 \$	897 \$

Le tableau suivant présente le détail du fonds distinct au titre du démantèlement et du fonds distinct au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié et de la Fiducie au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié.

	Fonds distinct au titre du démantèlement et fonds distinct au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	Fonds en fiducie au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	Total pour 2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	690 \$	191 \$	881 \$
Cotisations	–	4	4
Variations de la valeur de marché	19	(2)	17
Retraits	(4)	–	(4)
Autres variations	(1)	–	(1)
Solde à la clôture de l'exercice	704 \$	193 \$	897 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

10. MONTANT À RECEVOIR AU TITRE DU FONDS D'AMORTISSEMENT

Conformément à l'article 15 de la *Loi sur les emprunts de la province*, le ministre des Finances doit garder un fonds d'amortissement général pour garantir le paiement d'une dette consolidée. Chaque année, la Société doit verser à la Province du Nouveau-Brunswick 1 % du montant de sa dette impayée. Ces sommes seront remises à la Société à l'échéance de la dette émise correspondante.

Le tableau suivant présente le détail du fonds d'amortissement :

	2023
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement à l'ouverture de l'exercice	500 \$
Bénéfices découlant du fonds d'amortissement	16
Profit (perte) de change	4
Versements	46
Remboursements	(92)
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement à la clôture de l'exercice	474 \$

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la hiérarchie des justes valeurs, il faut se reporter à la note 28, « Instruments financiers ».

11. AUTRES ACTIFS

Régime de retraite à prestations définies provisionné

Les anciens employés de Mine Reclamation Inc. souscrivent au Régime de pension de retraite des employés de NB Coal Limited. NB Coal Limited a cessé ses activités le 31 décembre 2009 et le régime a pris fin à cette date. Ce régime n'a aucun membre actif. Tous les membres sont des retraités, des survivants et des retraités titulaires de droits à prestations différées. Les actifs et les passifs au titre de ce régime sont évalués au 31 mars 2023. La plus récente évaluation actuarielle effectuée aux fins de capitalisation du Régime de pension de retraite des employés de NB Coal Limited est datée du 1^{er} janvier 2020. L'évaluation avait soulevé le fait que la valeur des actifs du régime dépassait d'environ 1 million de dollars l'obligation au titre des prestations constituées de 3 millions de dollars, par conséquent, un montant a été comptabilisé au poste Autres actifs de l'état consolidé de la situation financière.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

12. SOLDES RÉGLEMENTAIRES

Les soldes réglementaires de la Société se chiffraient à 1 021 millions de dollars au 31 mars 2023.

Le tableau suivant présente l'évolution des comptes de report réglementaires.

	Période de recouvrement restante (en années)	Taux d'intérêt	Solde au 1 ^{er} avril 2022	Soldes établis au cours de l'exercice	Intérêts	Recouvrement	Solde au 31 mars 2023
Centrale nucléaire de Point Lepreau	17	4,31 %	661 \$	– \$	28 \$	(53) \$	636 \$
Règlement de la poursuite contre Petróleos de Venezuela S.A.	18	4,31 %	118	22	5	(15)	130
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	50		8	–	–	–	8
Coûts de l'approvisionnement énergétique	2	1,78 – 5,22 %	–	266	3	–	269
Ventes d'électricité et marges	2	1,78 – 5,22 %	–	(34)	(2)	–	(36)
Efficacité énergétique et réponse à la demande	10	4,31 %	–	14	–	–	14
			787 \$	268 \$	34 \$	(68) \$	1 021 \$

Le tableau suivant présente les variations nettes des soldes réglementaires comptabilisées dans l'état du résultat net.

	2023
Report lié à la centrale nucléaire de Point Lepreau	(25) \$
Règlement de la poursuite contre Petróleos de Venezuela S.A.	12
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	–
Écart des coûts de l'approvisionnement énergétique	269
Ventes d'électricité et marges d'écart	(36)
Efficacité énergétique et réponse à la demande	14
Variation nette des soldes réglementaires	234 \$

Remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau

En ce qui a trait au solde réglementaire lié à la remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau, la CESP a autorisé l'établissement d'un actif réglementaire pour inscrire à l'actif les coûts de la période au cours de la période de remise en état. Ces coûts sont ensuite recouverts au moyen des tarifs sur la durée de vie utile restante de la centrale remise en état. Le compte réglementaire lié à la remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau comprend les coûts mentionnés ci-après pour la période de remise en état (du 28 mars 2008 au 23 novembre 2012) :

- les coûts non incorporables habituels de la période (déduction faite de tout revenu) engagés par la centrale nucléaire de Point Lepreau;
 - les coûts d'achat de l'énergie de remplacement engagés au cours de la période de remise en état;
- moins
- les coûts inclus dans les tarifs actuels.

Le solde réglementaire est :

- amorti sur la durée de vie utile de la centrale remise en état;
- reflété dans les frais, les tarifs et les droits assumés par les clients (paragraphe 139.4 de la *Loi sur l'électricité*).

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

12. SOLDES RÉGLEMENTAIRES (suite)

Règlement de la poursuite contre Pétróleos de Venezuela S.A.

Ce solde réglementaire est lié au règlement de la poursuite contre Pétróleos de Venezuela S.A. et reflète la décision de la CESP sur la façon dont les avantages du règlement seraient transférés aux clients.

Au cours de l'exercice 2007-2008, la Société a comptabilisé un solde réglementaire lié au règlement de la poursuite contre Pétróleos de Venezuela S.A. Les avantages du règlement sont :

- amortis sur la durée de vie utile restante (23 ans au moment du règlement, 18 ans au 31 mars 2023) de la centrale de Coleson Cove;
- crédités aux clients en versements échelonnés sur 17 ans (1 an au 31 mars 2023), tel qu'il a été approuvé par la CESP.

Ce report réglementaire est en position débitrice puisque les avantages nets du règlement sont transférés aux clients plus rapidement qu'ils ne sont comptabilisés par la Société.

Provision pour les fonds utilisés pendant la construction

La provision pour les fonds utilisés pendant la construction correspond au montant nominal de la déduction pour amortissement autorisée par la CESP pour une inscription à la base de tarification pendant la période de construction. La provision est calculée mensuellement en fonction des projets de construction en cours qui engendrent des dépenses d'investissement relatives aux immobilisations et est ajoutée au solde réglementaire, un montant compensatoire étant comptabilisé à titre de réduction des charges financières. La provision pour fonds utilisés pendant la construction inscrite à l'actif est établie selon le coût moyen pondéré du capital de la Société et approuvé par la CESP elle est amortie sur la durée de vie future des actifs connexes. Elle devrait être recouvrable à même le tarif d'accès ouvert au réseau de transport.

Écart des coûts de l'approvisionnement énergétique

Le 1^{er} avril 2022, la CESP a autorisé l'établissement d'un actif réglementaire pour enregistrer les écarts entre les coûts réels et prévus du combustible et des achats d'électricité engagés aux fins de l'approvisionnement des clients de la province. Les écarts sont ajoutés au compte sur une base mensuelle, de même que les intérêts calculés à l'aide du taux moyen de la dette à court terme. Le solde du compte est ensuite recouvré auprès des clients ou remboursé à ceux-ci au moyen d'un crédit ou d'une charge au compte d'écart.

La Société est tenue de déposer annuellement auprès de la CESP un calcul du solde du compte d'écart pour l'exercice allant du 1^{er} novembre au 31 octobre, ainsi que d'indiquer le nombre proposé d'exercices au cours desquels le solde sera recouvré ou remboursé, le montant proposé devant être recouvré ou remboursé au cours du prochain exercice, et le calcul du crédit ou de la charge par catégorie.

L'écart des coûts de l'approvisionnement énergétique pour la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 octobre 2022 a été soumis à la CESP en décembre 2022 et la somme de l'écart des coûts de l'approvisionnement énergétique et des ventes d'électricité et des marges d'écart sera remboursée aux clients au moyen d'un crédit ou d'une charge au compte d'écart sur une période de deux ans.

Ventes d'électricité et marges d'écart

Le 1^{er} avril 2022, la CESP a autorisé l'établissement d'un actif réglementaire pour enregistrer les écarts entre les ventes d'électricité dans la province réelles et prévues et la marge brute hors de la province réelle et prévue. Les écarts sont ajoutés au compte sur une base mensuelle, de même que les intérêts calculés à l'aide du taux moyen de la dette à court terme. Le solde du compte est ensuite recouvré auprès des clients ou remboursé à ceux-ci au moyen d'un crédit ou d'une charge au compte d'écart.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

12. SOLDES RÉGLEMENTAIRES (suite)

La Société est tenue de déposer annuellement auprès de la CESP un calcul du solde du compte d'écart pour l'exercice allant du 1^{er} novembre au 31 octobre, ainsi que d'indiquer le nombre proposé d'exercices au cours desquels le solde sera recouvré ou remboursé, le montant proposé devant être recouvré ou remboursé au cours du prochain exercice, et le calcul du crédit ou de la charge par catégorie.

Les ventes d'électricité et les marges d'écart pour la période allant du 1^{er} avril 2022 au 31 octobre 2022 ont été soumises à la CESP en décembre 2022 et la somme de l'écart des coûts de l'approvisionnement énergétique et des ventes d'électricité et des marges d'écart sera remboursée aux clients au moyen d'un crédit ou d'une charge au compte d'écart sur une période de deux ans.

Report relatif à l'efficacité énergétique et à la réponse à la demande

Les coûts admissibles engagés au cours de chaque exercice ainsi que les coûts de financement connexes seront recouverts par la Société selon la méthode linéaire sur une période de dix ans.

13. DETTE À COURT TERME

La Société emprunte, à des fins temporaires, des fonds auprès de la Province du Nouveau-Brunswick. Au 31 mars 2023, le solde des emprunts, dont les échéances s'échelonnent du 3 avril 2023 au 10 mai 2023, était de 797 millions de dollars et comportait un taux d'intérêt moyen pondéré de 4,57 %.

14. DETTE À LONG TERME

La Société emprunte des fonds auprès de la Province du Nouveau-Brunswick pour financer ses obligations à long terme. Ci-après sont présentés des renseignements à l'égard de la dette à long terme de la Société ainsi que des éléments suivants :

- les emprunts à long terme à la fin de l'exercice;
- les échéances;
- les taux d'intérêt;
- les frais de gestion du portefeuille de dette;
- les remboursements de principal.

Un rapprochement du solde de la dette à long terme à l'ouverture de l'exercice et à la clôture de l'exercice est présenté ci-après :

Dette à long terme	
Solde au 1 ^{er} avril 2022	4 631 \$
Remboursement d'emprunt	(228)
Produit de la dette à long terme	677
Profit ou perte de change sur la dette à long terme	3
Amortissement des primes et des escomptes sur la dette à long terme	3
	5 086
Moins la partie courante	(300)
Solde au 31 mars 2023	4 786 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

14. DETTE À LONG TERME (suite)

Le tableau qui suit présente la dette impayée due à la Province du Nouveau-Brunswick.

Date d'émission	Échéance	Taux d'intérêt effectif (%)	Taux d'intérêt nominal (%)	Montant en principal en dollars canadiens	(Escomptes) primes non amorti(e)s	Montant impayé
1 ^{er} octobre 2013	15 décembre 2029	6,47 %	6,29 %	50 \$	(1) \$	49 \$
1 ^{er} octobre 2013	31 mars 2024	4,67 %	4,67 %	100	–	100
1 ^{er} octobre 2013	26 septembre 2035	4,77 %	4,65 %	360	3	363
1 ^{er} octobre 2013	26 mars 2037	4,74 %	4,55 %	100	(1)	99
1 ^{er} octobre 2013	26 mars 2037	4,98 %	4,55 %	25	(1)	24
1 ^{er} octobre 2013	26 septembre 2039	4,86 %	4,80 %	160	(1)	159
1 ^{er} octobre 2013	26 septembre 2034	5,49 %	5,00 %	150	(1)	149
1 ^{er} octobre 2013	19 mars 2034	7,02 %	5,15 %	50	–	50
1 ^{er} octobre 2013	26 septembre 2039	5,46 %	4,80 %	100	–	100
1 ^{er} octobre 2013	3 juin 2041	4,87 %	4,80 %	200	(2)	198
1 ^{er} octobre 2013	3 juin 2055	3,48 %	3,55 %	150	2	152
1 ^{er} octobre 2013	3 juin 2065	3,56 %	3,55 %	200	(1)	199
14 juin 2015	3 juin 2024	2,32 %	3,65 %	50	1	51
17 décembre 2015	14 août 2045	3,78 %	3,80 %	250	8	258
14 août 2016	14 août 2048	3,16 %	3,10 %	200	(2)	198
16 juin 2017	14 août 2027	2,42 %	2,35 %	100	–	100
26 novembre 2017	14 août 2048	3,21 %	3,10 %	200	(4)	196
20 mars 2018	14 août 2027	3,03 %	2,35 %	120	(3)	117
30 avril 2018	14 août 2028	3,21 %	3,10 %	100	(1)	99
30 juin 2018	14 août 2048	3,33 %	3,10 %	250	(10)	240
13 décembre 2018	13 décembre 2023	2,70 %	2,70 %	200	–	200
18 janvier 2019	3 juin 2065	3,38 %	3,55 %	60	2	62
7 mai 2019	14 août 2050	3,11 %	3,05 %	300	(3)	297
29 mai 2019	3 juin 2065	3,01 %	3,55 %	150	19	169
2 octobre 2019	3 juin 2065	2,53 %	3,55 %	100	27	127
6 décembre 2019	3 juin 2065	2,71 %	2,71 %	50	–	50
15 avril 2020	14 août 2050	2,95 %	3,05 %	150	3	153
3 juin 2020	16 octobre 2057	2,34 %	2,34 %	150	–	150
24 novembre 2021	14 août 2052	2,94 %	2,90 %	300	(2)	298
29 avril 2022	14 août 2025	3,10 %	1,80 %	200	(6)	194
24 octobre 2022	14 août 2028	4,15 %	3,10 %	200	(10)	190
14 mars 2023	14 août 2032	4,16 %	3,95 %	300	(5)	295
Total				5 075 \$	11 \$	5 086 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

14. DETTE À LONG TERME (suite)

Frais de gestion du portefeuille de dette

La Société paie à la Province du Nouveau-Brunswick des frais annuels de gestion du portefeuille de dette se chiffrant à 0,65 % du total de la dette à long terme et de la dette à court terme, moins le solde du montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement (note 10), à l'ouverture de l'exercice. Les frais de gestion sont compris à titre de composante des charges financières et sont comptabilisés à titre de charge d'intérêts (se reporter à la note 26).

Remboursements de principal

Les remboursements de principal sur la dette à long terme sont exigibles comme suit :

Exercice clos le	Remboursement de principal
31 mars 2024	300 \$
31 mars 2025	50
31 mars 2026	200
31 mars 2027	–
31 mars 2028	220
Par la suite	4 305
Total	5 075 \$

15. OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives représentent l'obligation de la Société d'effectuer les paiements découlant d'un contrat de location. Les paiements de loyers sont présentés comme des passifs sur une base actualisée. Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de l'obligation locative.

Solde au 1^{er} avril 2022	38 \$
Entrées (nouveaux contrats de location)	5
Charge d'intérêts	1
Paiements de loyers	(7)
	37
Moins : la partie courante des obligations locatives	(5)
Solde au 31 mars 2023	32 \$

Les passifs au titre de droits d'utilisation ci-dessus comprennent les contrats de location visant des biens de production d'électricité, du matériel informatique ainsi que divers biens immobiliers, principalement des espaces de stockage et des locaux pour bureaux.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

15. OBLIGATIONS LOCATIVES (suite)

Au cours de l'exercice, aucun produit ni aucune charge n'a été engagé en lien avec les transactions faisant intervenir des paiements de loyers variables, une sous-location, ou une cession-bail.

Au cours de l'exercice, aucun contrat de location n'a répondu à la définition d'immeuble de placement conformément à l'IFRS 16. La Société a inclus des options de renouvellement dans le calcul de l'obligation découlant de certains contrats de location de biens immobiliers.

Le tableau qui suit présente les paiements de loyers minimaux futurs et la valeur actualisée des obligations locatives.

	Un an	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements de loyer minimaux futurs	6 \$	20 \$	16 \$
Valeur actualisée des obligations locatives	5 \$	17 \$	15 \$

Paiements de loyers n'étant pas comptabilisés comme des passifs

La Société a choisi de ne pas comptabiliser d'obligation locative pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur ou pour les contrats de location à court terme (durée prévue de 12 mois ou moins). Les paiements découlant de ces contrats de location sont passés en charges selon le mode linéaire. Au cours de l'exercice, des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur d'un montant de 3 millions de dollars ont été passés en charges dans l'état consolidé du résultat net au poste Frais d'exploitation, d'entretien et d'administration.

16. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a comme principal objectif de s'assurer qu'elle dispose de sources de financement adéquates pour soutenir ses activités et sa croissance. La Société obtient son capital grâce à ses activités d'exploitation ainsi qu'à des emprunts à court et à long terme de la Province du Nouveau-Brunswick aux termes de la *Loi sur les emprunts de la province*. Ce type d'emprunt permet à la Société de profiter de la notation de crédit de la Province du Nouveau-Brunswick.

La structure du capital de la Société est constituée de la dette à long terme, de la dette à court terme, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments (de la perte globale) du résultat global.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

17. PASSIF AU TITRE DU DÉMANTÈLEMENT ET DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ

Ci-après sont présentés des renseignements sur les passifs au titre du démantèlement de la Société ainsi que sur les éléments suivants :

- la nature des passifs;
- les hypothèses utilisées pour le calcul des passifs;
- les soldes des passifs à la date de clôture de l'exercice.

Nature des passifs

Le tableau suivant présente les passifs au titre du démantèlement.

Passif	Nature	Renseignements sur le financement
Démantèlement des centrales hydroélectriques et thermiques	Coût du démantèlement des centrales hydroélectriques et thermiques à la fin de leur durée de vie utile.	Le passif n'est pas financé.
Démantèlement de la centrale nucléaire	Coût du démantèlement de la centrale nucléaire à la fin de sa durée de vie utile.	Se reporter à la note 9 pour des renseignements sur le financement de ce passif.
Gestion du combustible nucléaire irradié	Coût de la gestion provisoire et à long terme des grappes de combustible nucléaire irradié générées par la centrale nucléaire.	Se reporter à la note 9 pour des renseignements sur le financement de ce passif.
Chauffe-eau	Coût du retrait des chauffe-eau des résidences de la clientèle.	Le passif n'est pas financé.
Câbles de transport sous-marins alimentant les îles de Fundy	Coût du démantèlement des câbles sous-marins de la ligne de transport alimentant les îles de Fundy à la fin de leur durée de vie utile. Ce coût comprend les câbles de rechange et les actifs en service.	Le passif n'est pas financé.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

17. PASSIF AU TITRE DU DÉMANTÈLEMENT ET DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ (suite)

Hypothèses utilisées pour le calcul des passifs

Les principales hypothèses sur lesquelles sont fondés les passifs au titre du démantèlement se détaillent comme suit :

	Démantèlement des centrales hydroélectriques et thermiques	Démantèlement de la centrale nucléaire	Gestion du combustible nucléaire irradié	Chauffe-eau	Câbles de transport sous-marins alimentant les îles de Fundy
Montant des flux de trésorerie estimés requis pour régler le passif					
- 2023	204 \$	1 202 \$	859 \$	3 \$	33 \$
Raison de l'augmentation ou de la diminution des passifs	Variations du passif découlant de la modification des taux d'actualisation, de la révision des estimations de coûts et de l'indexation, facteurs contrebalancés par les dépenses liées au démantèlement	Variations du passif découlant de la modification des taux d'actualisation, de la révision des estimations de coûts et des dépenses liées au démantèlement, facteurs contrebalancés par l'indexation	Variations du passif découlant de la modification des taux d'actualisation, de la révision des estimations de coûts et des dépenses liées au démantèlement, facteurs contrebalancés par l'indexation	Aucune variation	Variations du passif découlant de la modification du taux d'actualisation, contrebalancée par l'indexation
Dépenses en trésorerie requises jusqu'à l'an	2049	2078	2188	2038	2060
Taux utilisé pour actualiser les flux de trésorerie					
- 2023	De 4,15 % à 4,97 %	4,94 %	5,62 %	4,72 %	De 4,15 % à 4,75 %
Taux d'indexation utilisé pour déterminer les passifs au titre du démantèlement	De 0,07 % à 7,24 %	2,0 %	De 1,97 % à 3,38 %	De 2,0 % à 2,87 %	De 2,0 % à 2,87 %

La Société entend procéder au démantèlement de la centrale de Milltown à compter du printemps 2023, lequel devrait être achevé en juin 2024.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

17. PASSIF AU TITRE DU DÉMANTÈLEMENT ET DE LA GESTION DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ (suite)

Passifs à la clôture de l'exercice

L'historique de chacun des passifs au titre du démantèlement se présente comme suit :

	2023
Passif au titre du démantèlement des centrales hydroélectriques et thermiques	
Solde à l'ouverture de l'exercice	139 \$
Plus : modification du taux d'actualisation et révision des estimations de coûts	1
Plus : désactualisation du passif au titre du démantèlement des centrales thermiques	5
Moins : dépenses	(5)
Solde à la clôture de l'exercice	140
Passif au titre du démantèlement de la centrale nucléaire	
Solde à l'ouverture de l'exercice	551
Plus : modification du taux d'actualisation et révision des estimations de coûts	(93)
Plus : désactualisation du passif au titre du démantèlement de la centrale nucléaire	24
Moins : dépenses	(1)
Solde à la clôture de l'exercice	481
Passif au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	
Solde à l'ouverture de l'exercice	401
Plus : modification du taux d'actualisation et révision des estimations de coûts	(70)
Plus : désactualisation du passif au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	20
Moins : dépenses	(7)
Solde à la clôture de l'exercice	344
Chauffe-eau	
Solde à l'ouverture de l'exercice	2
Solde à la clôture de l'exercice	2
Câbles de transport sous-marins alimentant les îles de Fundy	
Solde à l'ouverture de l'exercice	21
Plus : modification du taux d'actualisation et révision des estimations de coûts	(2)
Plus : charge de désactualisation	1
Solde à la clôture de l'exercice	20
Total du passif au titre du démantèlement et de la gestion du combustible nucléaire irradié	987 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

18. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Régimes d'avantages sans capitalisation

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sans capitalisation comprennent un programme de retraite anticipée, un programme d'allocations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs.

Le tableau suivant présente un sommaire de ces régimes.

	2023
Obligation au titre du programme de retraite anticipée	69 \$
Obligation au titre des allocations de retraite	7
Obligation au titre d'autres avantages sociaux futurs	29
	105
Partie courante de l'obligation au titre du programme de retraite anticipée, comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer	(4)
Avantages postérieurs à l'emploi	101 \$

Hypothèses	2023 (%)
Taux d'actualisation à l'ouverture de l'exercice	4,35
Taux d'actualisation à la clôture de l'exercice	4,95
Taux à long terme d'augmentation de la rémunération	2,50
Hypothèses relatives à l'augmentation des prestations (en pourcentage de l'indice des prix à la consommation)	2,00

a. Obligation au titre du programme de retraite anticipée

La Société offre un programme de retraite anticipée sans capitalisation. Par le passé, la Société offrait plusieurs programmes pour inciter les employés à prendre une retraite anticipée. Le programme de retraite anticipée correspond à l'obligation liée à ces coûts.

Obligation au titre des prestations constituées	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	67 \$
Charge au titre des avantages sociaux	12
Prestations versées	(4)
(Gain actuariel) comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(6)
Solde à la clôture de l'exercice	69 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

18. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

a. Obligation au titre du programme de retraite anticipée (suite)

Coût	2023
Coût des services passés	9 \$
Intérêts sur l'obligation au titre du programme de retraite anticipée	3
Total de la charge au titre des avantages de l'exercice	12 \$

b. Obligation au titre des allocations de retraite

La Société offrait un programme d'allocations de retraite sans capitalisation. Le programme offrait un avantage, à savoir une semaine de salaire pour chaque année de service, jusqu'à concurrence de 26 semaines au moment du départ à la retraite. La dernière évaluation actuarielle visant à estimer le passif à ce titre date du 1^{er} avril 2022.

La Société a abandonné graduellement tous les programmes d'allocations de retraite. Les employés n'accumuleront plus d'allocations de retraite et ils ont eu la possibilité d'encaisser les allocations accumulées calculées en fonction de leurs années de service. Le solde représente le montant lié aux employés qui ont choisi d'attendre la retraite pour encaisser leur allocation.

Obligation au titre des prestations constituées	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	15 \$
Charge au titre des avantages sociaux	2
Prestations versées	(10)
Solde à la clôture de l'exercice	7 \$

Coût	2023
Règlement	1 \$
Intérêts sur l'obligation au titre du programme de retraite anticipée	1
Total de la charge au titre des avantages de l'exercice	2 \$

c. Obligation au titre d'autres avantages sociaux futurs

Les autres avantages sociaux futurs comprennent les versements futurs au régime d'invalidité de longue durée à l'intention des employés et le régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction.

Obligation au titre des prestations constituées	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	29 \$
Charge au titre des avantages sociaux	2
Prestations versées	(2)
(Gain actuariel) comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(1)
Perte actuarielle comptabilisée dans le résultat	1
Solde à la clôture de l'exercice	29 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

18. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (suite)

c. Obligation au titre d'autres avantages sociaux futurs (suite)

Coût	2023
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 \$
Intérêts sur d'autres avantages postérieurs à l'emploi	1
Total de la charge au titre des avantages de l'exercice	2 \$

Pertes actuarielles cumulées

Le tableau suivant présente les pertes actuarielles cumulées comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les régimes de retraite à prestations définies de la Société :

	2023
Solde à l'ouverture de l'exercice	(62) \$
Gains actuariels liés (pertes actuarielles liées) à l'obligation au titre des prestations constituées	
- Ajustements liés à l'expérience	7
Solde à la clôture de l'exercice	(55) \$

Régime de retraite multi-employeurs

Les employés de la Société participent au Régime des retraites dans les services publics du Nouveau-Brunswick (« RRSPNB »), soit un régime de retraite multi-employeurs à risques partagés, tel qu'il est décrit à la note 3. h. L'évaluation actuarielle la plus récente a été achevée en date du 1^{er} janvier 2022 et elle indiquait que la capitalisation du RRSPNB était de 120 %. L'évaluation avait soulevé le fait que la valeur des actifs du régime dépassait de 1 531 millions de dollars (1 137 millions de dollars au 1^{er} janvier 2021) la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées de 7 839 millions de dollars (7 626 millions de dollars au 1^{er} janvier 2021). La prochaine évaluation est en date du 1^{er} janvier 2023, et elle sera achevée en septembre 2023.

La Société comptabilise ce régime multi-employeurs en tant que régime de retraite à cotisations définies.

Coûts

Aux termes du RRSPNB, les obligations de la Société se limitent aux cotisations pour les services rendus au cours de l'exercice. Les cotisations totales de tous les employeurs et employés participants se chiffraient à environ 276 millions de dollars (267 millions de dollars au 1^{er} janvier 2021). Les cotisations de la Société sont comptabilisées dans le résultat net lorsqu'elles sont dues. La charge au titre des avantages des employés liée au RRSPNB comptabilisée dans les frais d'exploitation, d'entretien et d'administration se présente comme suit :

	2023
Coût des services rendus au cours de l'exercice	32 \$

En 2024, la Société prévoit contribuer aux cotisations à la hauteur de 37 millions de dollars.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

19. PROVISIONS AU TITRE D'AUTRES PASSIFS ET DE CHARGES

Un rapprochement des provisions au titre d'autres passifs et de charges à l'ouverture de l'exercice et à la clôture de l'exercice est présenté ci-après :

	Obligation en matière d'environnement	Obligation au titre des apports des clients	Total
Provisions au titre d'autres passifs et de charges			
Solde au 1^{er} avril 2022	8 \$	49 \$	57 \$
Provisions constituées au cours de l'exercice	–	6	6
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(1)	(2)	(3)
Modification du taux d'actualisation et révision des estimations de coûts	–	–	–
Solde au 31 mars 2023	7 \$	53 \$	60 \$

Obligation en matière d'environnement

La Société a un plan à long terme visant à traiter l'écoulement des eaux acides provenant d'une mine inactive. La Société a constaté une obligation en matière d'environnement non financée correspondant à la valeur nette actualisée des coûts futurs prévus selon un taux d'actualisation de 4,37 %.

Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimés nécessaires pour remplir l'obligation s'élève à 9 millions de dollars.

Obligation au titre des apports des clients

La Société a reçu des clients des apports non remboursables pour supporter les frais de construction d'actifs corporels qui serviront à relier ces clients au réseau public de distribution afin de répondre aux besoins futurs en matière d'énergie. Ces apports sont comptabilisés à titre de produits différés et inscrits dans le résultat net à titre de produits divers comme il est décrit à la note 3. j.

20. PRODUITS

a. Produits tirés de contrats

	2023
Ventes d'électricité	2 777 \$
Produits des contrats divers	91
Total des produits tirés des contrats	2 868 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

20. PRODUITS (suite)

b. Soldes des contrats

Le tableau qui suit présente des informations sur les créances, les actifs sur contrat et les passifs sur contrat découlant des contrats conclus avec des clients.

	Note	2023
Débiteurs compris dans les clients et autres débiteurs	5	377 \$
Actifs sur contrat – produits non facturés		122
Passifs sur contrat	19	(53)

Les actifs sur contrat s'entendent des produits non facturés et sont liés aux droits à une contrepartie à l'égard de l'électricité transférée au consommateur et utilisée par celui-ci, mais qui n'ont pas été facturés à la date de clôture.

Aucun actif sur contrats n'a été déprécié au cours de l'exercice (se reporter à la note 29). Les actifs sur contrat sont transférés dans les débiteurs lorsque les droits deviennent inconditionnels, ce qui se produit, règle générale, lorsqu'une facture est délivrée au client.

Les passifs sur contrat s'entendent essentiellement des apports des clients que la Société reçoit pour couvrir certains frais de construction. Ces passifs sont comptabilisés dans le résultat net à titre de produit divers selon le mode linéaire sur la durée estimée des contrats conclus avec des clients. Lorsque les contrats avec les clients sont perpétuels et que l'actif apporté connexe est utilisé pour fournir des biens ou des services aux clients, la durée du contrat est estimée être équivalente à la durée d'utilité économique de l'actif auquel l'apport est lié. Le montant des apports des clients comptabilisé à titre de produits pour l'exercice clos le 31 mars 2023 s'élève à 2 millions de dollars.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

20. PRODUITS (suite)

c. Ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ventilés selon les sources de produits. De plus, les produits tirés des ventes à l'intérieur de la province sont ventilés selon le type de client, les produits tirés des ventes à l'extérieur de la province sont ventilés selon le type de contrat et les produits divers sont ventilés selon les principaux biens et services.

	2023
Ventes d'électricité à l'intérieur de la province	
Résidentiel	703 \$
Industriel	396
Usage général	301
Vente en gros	115
Éclairage public	23
Non mesurées	5
	1 543
Ventes d'électricité à l'extérieur de la province	
Ventes au Canada	
Contrats à long terme	137
Contrats à court terme	46
Ventes aux États-Unis	
Contrats à long terme	861
Contrats à court terme	159
Crédits d'énergie renouvelable à court terme	31
	1 234
Total des ventes d'électricité	2 777
Divers	
Produits liés aux clients	20
Raccordements aux poteaux	5
Revenus afférents au transport	14
Ventes de gaz naturel	45
Autres produits des contrats	7
	91
Total des produits tirés des contrats	2 868 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

21. PRODUITS DIVERS

	2023
Revenus nets afférents au transport	14 \$
Produits liés aux clients	20
Location des chauffe-eau	24
Produits tirés des raccordements aux poteaux	5
Ventes de gaz naturel	45
Autres produits divers	26
	134 \$

22. COMBUSTIBLE ET ACHATS D'ÉLECTRICITÉ

	2023
Achats	1 619 \$
Mazout lourd	155
Charbon	91
Gaz naturel	53
Coke de pétrole	45
Nucléaire	23
Autres combustibles	14
Taxe sur le carbone	7
Profit ou perte de change sur le combustible et les achats d'électricité	(39)
	1 968 \$

23. FRAIS D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION

	2023
Salaires et charges sociales	322 \$
Services sous-traités	136
Matériel et fournitures	42
Véhicules et équipement	34
Provision pour pertes	5
Autres	37
	576 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

23. FRAIS D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION (suite)

Le tableau ci-après présente un sommaire des subventions publiques qui ont été reçues ou sont à recevoir au cours de l'exercice. Les subventions ont été portées en diminution des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration principalement dans le compte « Autres ».

	2023
Programmes d'efficacité destinés aux résidents du Nouveau-Brunswick	41 \$
Petits réacteurs modulaires (PRM)	10
Programme de rabais visant les véhicules électriques et les bornes de recharge	4
Projet au titre du programme de prédéveloppement d'interconnexions stratégiques (PPIS)	4
Projet de Réseau intelligent de l'Atlantique	4
	63 \$

24. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2023
Immobilisations corporelles	328 \$
Actifs au titre de droits d'utilisation	6
Immobilisations incorporelles	8
Perte sur la sortie d'actifs	9
	351 \$

25. IMPÔT ET TAXES

	2023
Impôt foncier	24 \$
Taxe sur les services publics et sur les emprises	26
	50 \$

26. CHARGES FINANCIÈRES

	Note	2023
Charge d'intérêts sur la dette à court terme et à long terme		202 \$
Désactualisation	17	50
Frais de gestion du portefeuille de dette		32
Profit ou perte de change sur la dette à long terme	14	3
Charge d'intérêts sur les avantages postérieurs à l'emploi	18	5
Profits ou pertes de change		(1)
Amortissement des primes et des escomptes sur la dette à long terme	14	3
		294
Intérêts inscrits à l'actif pendant la construction	7	(14)
		280 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

27. PRÊTS ET EMPRUNTS

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les variations des passifs et les flux de trésorerie liés aux activités de financement :

	Fonds d'amortissement	Dettes à long terme	Obligation locative	Dettes à court terme	Total
Solde au 1^{er} avril 2022	(500) \$	4 631 \$	38 \$	859 \$	5 028 \$
Changements issus des flux de trésorerie de financement					
Versements dans le fonds d'amortissement	(46)	–	–	–	(46)
Remboursements depuis le fonds d'amortissement	92	–	–	–	92
(Diminution) de la dette à court terme	–	–	–	(62)	(62)
Produit de la dette à long terme	–	677	–	–	677
Remboursements d'emprunts	–	(228)	–	–	(228)
Remboursements de principal sur l'obligation liée à des contrats de location-financement	–	–	(7)	–	(7)
Total des changements issus des flux de trésorerie de financement	46	449	(7)	(62)	426
Autres changements					
Bénéfices découlant du fonds d'amortissement	(16)	–	–	–	(16)
(Profits) pertes de change	(4)	3	–	–	(1)
Amortissement des primes et des escomptes	–	3	–	–	3
Entrées d'actifs	–	–	5	–	5
Charge d'intérêts	–	–	1	–	1
Total des autres changements	(20)	6	6	–	(8)
Solde au 31 mars 2023	(474) \$	5 086 \$	37 \$	797 \$	5 446 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

28. INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier (note 3. n.) correspond à tout contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité (p. ex., débiteurs et créditeurs).

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur d'un instrument financier à une date déterminée (y compris la juste valeur des contrats à terme utilisés à des fins de couverture et d'autres positions sur des dérivés) reflète notamment les écarts entre les modalités contractuelles de l'instrument et les modalités qui sont actuellement d'usage sur le marché.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs comportant trois niveaux.

Niveau 1 : L'établissement de la juste valeur repose sur des données d'entrée correspondant aux prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : L'établissement de la juste valeur repose sur des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif financier concerné, soit directement ou indirectement. Ces données d'entrée comprennent les prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires, les prix cotés d'instruments similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs et des données d'entrée observables autres que les prix cotés d'un instrument. Il s'agit de données d'entrée qui sont tirées essentiellement de données de marché observables ou autres données ou qui sont étayées par elles.

Niveau 3 : L'établissement de la juste valeur repose sur des modèles d'évaluation utilisant des données d'entrée qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. Les données d'entrée non observables correspondent aux hypothèses subjectives que les intervenants du marché pourraient utiliser pour apprécier un placement. Les placements classés au niveau 3 comprennent les placements en biens immobiliers et en infrastructures de sociétés fermées. Les évaluations des biens immobiliers et des infrastructures sont présentées par les gestionnaires de fonds et reposent sur l'évaluation des placements sous-jacents, dont les données d'entrée telles que les coûts, les résultats d'exploitation, les taux de capitalisation, les flux de trésorerie futurs actualisés et des données comparables fondées sur le marché.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'analyse de sensibilité, il faut se reporter à la section sur le risque de marché de la note 29, « Gestion du risque lié aux instruments financiers ».

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

28. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur des instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente un sommaire des instruments financiers en circulation de la Société.

		31 mars 2023	
	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers			
Trésorerie	1	3 \$	3 \$
Débiteurs	1	504	504
Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié	2-3	897	897
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement	1	474	474
Actifs dérivés	2	139	139
Total des actifs financiers		2 017	2 017
Passifs financiers			
Dette à court terme	1	797	797
Créditeurs et charges à payer	1	459	459
Intérêts courus sur la dette à court terme et à long terme	1	30	30
Dette à long terme	2	5 086	4 760
Passifs dérivés	2	190	190
Total des passifs financiers		6 562 \$	6 236 \$

La juste valeur estimative de la dette à long terme est classée dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. L'estimation de la juste valeur a été déterminée en fonction des taux du marché actuels pour des obligations négociées sur le marché. Dans le cas des obligations qui ne sont pas négociées sur un marché actif, cette estimation est fondée sur les taux du marché actuels pour des obligations assorties d'échéances similaires.

La hiérarchie des justes valeurs des fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié se présente comme suit.

Hiérarchie	2023
Niveau 2	674 \$
Niveau 3	223
	897 \$

Transferts entre les niveaux 1 et 2

Aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a eu lieu en 2023.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

28. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Niveau 3 de la juste valeur : évolution des placements

Les fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié renferment des placements évalués à la juste valeur de niveau 3. L'évolution des placements dont la juste valeur se situe au niveau 3 se présente comme suit.

Solde au 1^{er} avril 2022	173 \$
Acquisitions	45
Ventes	(11)
Profits comptabilisés dans le résultat net - évaluation à la valeur de marché des placements à la juste valeur par le biais du résultat net	16
Solde au 31 mars 2023	223 \$
<hr/>	
Pertes latentes comptabilisées dans le résultat net sur les placements de niveau 3	16 \$

Sommaire des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan. Le tableau suivant présente le classement des acquisitions visées par des engagements aux 31 mars.

	31 mars 2023				
	Unité de mesure	Durée à l'échéance (mois)	Acquisitions visées par des engagements (en millions)	Prix moyen pondéré	
Dérivés de change ¹⁾	USD	51	410,0	1,26	\$ CAD
Dérivés liés au prix du mazout lourd ²⁾	barils	23	1,4	83,74	USD
Dérivés liés au prix du gaz naturel ³⁾	GJ	43	52,0	2,96	CAD
Dérivés liés au prix du charbon ⁴⁾	TM	23	0,2	155,48	USD
Dérivés liés au prix de l'électricité ⁵⁾	MWh	45	4,5	69,90	USD
Dérivés liés au prix de l'uranium ⁶⁾	LB	24	0,3	57,36	\$ USD

- 1) La Société couvre son exposition au risque de change découlant de ses besoins nets prévus en matière de dollars américains en concluant des contrats à terme portant sur l'échange de dollars canadiens contre des dollars américains.
- 2) La Société couvre son exposition prévue aux fluctuations du prix du mazout lourd.
- 3) La Société couvre son exposition prévue aux fluctuations du prix du gaz naturel.
- 4) La Société couvre son exposition prévue aux fluctuations du prix du charbon.
- 5) La Société couvre son exposition prévue aux fluctuations du prix de l'électricité au moyen de contrats de vente et d'achat.
- 6) La Société couvre son exposition prévue aux fluctuations du prix de l'uranium.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

28. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Rapprochement des dérivés selon l'état de la situation financière

Le tableau suivant présente un sommaire de la position des instruments financiers dérivés comptabilisés dans l'état de la situation financière au 31 mars 2023. Cette position peut inclure :

- la juste valeur des instruments dérivés à prix fixe;
- la juste valeur des instruments dérivés constitutifs de relations de couverture;
- la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

La juste valeur totale du passif net au titre des instruments financiers dérivés s'établissait à (51) millions de dollars au 31 mars 2023, en raison des variations cumulées de la juste valeur depuis la création des instruments. Du montant de (51) millions de dollars, des pertes cumulées de (81) millions de dollars sur les instruments financiers dérivés comptabilisés comme couvertures ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. Une tranche de 30 millions de dollars a été portée en résultat net depuis la création et elle est reflétée dans les résultats non distribués.

	Contrats liés						2023
	Contrats de change	Contrats liés au prix du gaz naturel	Contrats liés au prix de l'électricité	Contrats liés au prix du mazout lourd	Contrats liés au prix du charbon	Contrats liés au prix de l'uranium	
Actifs dérivés courants	30 \$	2 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	34 \$
Actifs dérivés non courants	5	45	53	2	–	–	105
Passifs dérivés courants	–	(7)	(159)	(18)	–	(1)	(185)
Passifs dérivés non courants	–	–	(1)	–	(4)	–	(5)
Total des actifs (passifs)	35 \$	40 \$	(105) \$	(16) \$	(4) \$	(1) \$	(51) \$

Incidence des instruments financiers sur les capitaux propres

a. Incidence des instruments financiers dérivés sur les résultats non distribués

Le tableau suivant illustre l'incidence sur les résultats non distribués des instruments dérivés.

	Contrats de change	Contrats de gestion du risque lié au prix de l'électricité	Contrats de gestion du risque lié au prix du mazout lourd	Contrats liés au prix du charbon	Total
Solde de l'actif (du passif) dérivé au 1^{er} avril 2022	(1) \$	41 \$	4 \$	– \$	44 \$
Incidence du profit (de la perte) lié(e) à l'évaluation à la valeur de marché imputée au résultat	4	(165)	(3)	–	(164)
Inefficacité de la couverture	–	(5)	–	–	(5)
Règlements	11	155	(11)	–	155
Solde de l'actif (du passif) dérivé au 31 mars 2023	14 \$	26 \$	(10) \$	– \$	30 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

28. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

b. Incidence des instruments financiers dérivés admissibles comme instruments de couverture sur le cumul des autres éléments du résultat global

L'incidence des instruments financiers sur le cumul des autres éléments du résultat global se compose :

- de la juste valeur des instruments financiers dérivés admissibles à la comptabilité de couverture;
- du règlement des contrats de swap de taux d'intérêt qui est amorti sur la durée de vie de la dette correspondante.

Le tableau suivant illustre l'incidence des couvertures de flux de trésorerie sur le cumul des autres éléments du résultat global.

	Contrats de change	Contrats de gestion du risque lié au prix du gaz naturel	Contrats de gestion du risque lié au prix de l'électricité	Contrats de gestion du risque lié au prix du mazout lourd	Contrats de gestion du risque lié au prix du charbon	Contrats de gestion du risque lié au prix de l'uranium	Cumul des autres éléments du résultat global – Instruments financiers dérivés
Solde au 1^{er} avril 2022	(2) \$	98 \$	130 \$	32 \$	– \$	9 \$	267 \$
Incidence des profits (des pertes) lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché	37	(29)	(453)	(22)	(4)	(4)	(475)
Reclassement dans le résultat des dérivés réglés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(14)	(29)	192	(16)	–	(6)	127
Solde au 31 mars 2023	21 \$	40 \$	(131) \$	(6) \$	(4) \$	(1) \$	(81) \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à plusieurs risques découlant de l'utilisation d'instruments financiers. La Société est ou pourrait être assujettie à certains risques, dont les risques de crédit, de marché et de liquidité. Le conseil d'administration a l'entière responsabilité de l'établissement et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Les stratégies de gestion des risques liés aux instruments financiers pourraient exposer la Société à des profits ou des pertes, mais elles favorisent la stabilisation des flux de trésorerie futurs, diminuent la volatilité des résultats d'exploitation et améliorent la résistance financière globale. Les risques et l'approche de la Société pour les gérer sont décrits ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière qui découle de la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations en vertu des modalités d'un instrument financier.

Gestion du risque de crédit

Afin de gérer le risque de crédit, la Société :

- effectue des évaluations exhaustives des contreparties avant d'octroyer un crédit;
- surveille activement et régulièrement la santé financière de ses principales contreparties ainsi que son exposition potentielle au risque connexe.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des instruments financiers de la Société qui l'exposent au risque de crédit :

Actifs financiers	Juste valeur pour 2023
Trésorerie	3 \$
Débiteurs	504
Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié	897
Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement	474
Actifs dérivés	139
	2 017 \$

Trésorerie

Le risque de crédit lié à la trésorerie est considéré comme faible, car les fonds sont déposés auprès de banques à charte canadiennes.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Débiteurs

Les débiteurs consistent principalement en une combinaison de sommes à recevoir de clients résidentiels et commerciaux de l'intérieur et de l'extérieur de la province. Afin de réduire le risque de crédit, la Société surveille les créances impayées et s'efforce de recouvrer les montants en souffrance.

Les clients sont tenus aux termes de certains contrats d'instruments financiers dérivés d'offrir à la Société une garantie par nantissement lorsque la juste valeur de l'obligation dépasse la limite de crédit.

Le tableau qui suit présente de l'information au sujet de l'exposition au risque de crédit et des pertes sur créances attendues à l'égard des créances et des produits non facturés attribuables aux clients individuels au 31 mars 2023.

	Taux moyen pondéré des pertes 2023	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Comptes clients			
En règle	0,32 %	369 \$	1 \$
De 31 à 60 jours	8,86 %	4	–
De 61 à 90 jours	35,10 %	1	–
De 91 à 365 jours	47,29 %	1	1
Plus de 365 jours	– %	1	–
		376	2
Produits non facturés	0,64 %	122	1
Autres débiteurs		10	1
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues		(4)	–
		504 \$	4 \$

Les taux de pertes reposent sur les historiques des pertes de crédit réelles et sont ajustés pour tenir compte des écarts entre la conjoncture économique actuelle et la conjoncture économique passée. La perte de crédit attendue a été ajustée pour refléter les hypothèses actuelles sur les défauts de paiement prévus des clients. Des facteurs économiques tels que l'inflation élevée, l'incertitude découlant des événements à l'échelle mondiale et la modification possible des dépenses des clients ont été pris en compte dans cette évaluation. Il n'y a aucune perte sur créances attendues au titre des ventes à l'extérieur de la province et des produits de transport à recevoir puisqu'il n'y a eu aucune radiation importante et qu'il n'y a aucune radiation importante attendue.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendue est examinée régulièrement et est fondée sur l'estimation des comptes impayés qui risquent d'être irrécouvrables.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Débiteurs (suite)

La variation de la perte de crédit attendue au cours des exercices indiqués à l'égard des débiteurs et des actifs sur contrat est présentée dans le tableau qui suit :

Rapprochement de la perte de crédit attendue	2023
Solde au 1 ^{er} avril	4 \$
Montants radiés	(5)
Évaluation nette de la correction de valeur pour perte	5
Solde au 31 mars	4 \$

Concentration du risque de crédit

Aucune concentration importante du risque de crédit n'existe en ce qui a trait aux débiteurs, car ceux-ci sont répartis entre de nombreux clients à l'intérieur et à l'extérieur de la province. Dans certains cas, la Société demande des dépôts ou exige des lettres de crédit.

Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement

Chaque année, la Société doit verser 1 % du montant de sa dette impayée dans un fonds d'amortissement administré par la Province du Nouveau-Brunswick. Ces versements sont investis dans de la trésorerie et des titres à revenu fixe et sont gérés par la Province du Nouveau-Brunswick. Cette somme lui sera remise par la Province à l'échéance de la dette émise correspondante.

Concentration du risque de crédit

Au 31 mars 2023, il y avait une forte concentration du risque de crédit lié au montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement du fait que la créance se rapporte à une seule contrepartie. Étant donné que la Province du Nouveau-Brunswick, laquelle est l'actionnaire de la Société, est la contrepartie, le risque de crédit qui y est associé est considéré comme faible. La Province du Nouveau-Brunswick assume le risque de crédit lié aux placements.

Actifs dérivés

La Société conclut des opérations sur instruments financiers dérivés seulement avec des contreparties qui ont un haut degré de solvabilité. Toutes les contreparties liées aux positions en cours de la Société ont une cote de crédit de première qualité qui leur a été attribuée par une agence de notation externe.

La Société :

- surveille les limites de crédit des contreparties de façon régulière;
- exige des garanties lorsque l'exposition dépasse les limites de crédit attribuées.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Actifs dérivés (suite)

Concentration du risque de crédit

Au 31 mars 2023, il y avait une concentration du risque de crédit lié aux actifs dérivés, car la majeure partie du solde des actifs dérivés est liée à un petit nombre de contreparties. Cependant, comme la majeure partie du montant est liée à des banques à charte canadiennes et à d'autres institutions financières reconnues, le risque de crédit qui y est associé est considéré comme faible. Dans certains cas, la Société demande des dépôts ou exige des lettres de crédit. Au 31 mars 2023, la Société détenait des garanties de 7 millions de dollars.

Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié

La Société limite son risque de crédit lié aux placements obligataires compris dans les fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié ainsi qu'au fonds en fiducie au titre de la gestion des déchets de combustible nucléaire. Le portefeuille actuel est composé de titres de première qualité assortis d'une note BBB ou plus pour les titres à long terme et d'une note R-1 pour les titres de créance à court terme. Le tableau suivant illustre l'exposition au risque de crédit maximal selon les notes de première qualité.

Exposition au risque de crédit maximal	AAA	AA	A	BBB	R-1	Autres	2023
Fonds au titre de la gestion du combustible nucléaire irradié	3 \$	6 \$	6 \$	6 \$	3 \$	3 \$	27 \$
Fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire	27	38	31	28	5	4	133
Fonds au titre de la gestion des déchets de combustible nucléaire	45	60	46	40	1	–	192
	75 \$	104 \$	83 \$	74 \$	9 \$	7 \$	352 \$

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que le bénéfice ou la valeur des instruments financiers de la Société varie en raison des fluctuations des prix du marché.

La Société est exposée à divers risques liés aux prix du marché, tels que les variations :

- des taux de change;
- des taux d'intérêt;
- des prix des marchandises;
- des taux de capitalisation applicables aux biens immobiliers de sociétés fermées;
- des variations des valeurs liquidatives par part des titres de capitaux propres de sociétés fermées;
- des évaluations dans les fonds d'infrastructure.

La Société gère l'exposition aux cours de change, aux taux d'intérêt et aux prix des marchandises au moyen de contrats à terme et d'autres instruments dérivés conformément aux politiques approuvées par le conseil. La hausse des prix des marchandises et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont engendré une hausse du taux d'inflation et une volatilité accrue sur les marchés. La juste valeur au 31 mars 2023 des placements de niveau 1 et de niveau 2 reflétait les taux et les prix du marché à cette date.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de marché (suite)

Les fonds au titre du démantèlement de la centrale nucléaire et de la gestion du combustible nucléaire irradié sont gérés par la Société de gestion des placements Vestcor et sont investis dans des fonds en fiducie à participation unitaire et dans des participations directes dans des placements en biens immobiliers et en infrastructures de sociétés fermées. Le fonds en fiducie au titre de la gestion des déchets de combustible nucléaire est investi dans des fonds en fiducie à participation unitaire de la SGPNB. Les fonds en fiducie à participation unitaire de la SGPNB investissent dans des titres à revenu fixe et des actions de sociétés canadiennes et étrangères. Ils sont assujettis au risque de marché, et leur valeur fluctuera en raison de la variation des prix du marché. Ces fonds visent à couvrir les dépenses prévues découlant des obligations liées au démantèlement de la centrale nucléaire et à la gestion du combustible nucléaire irradié. La nature des placements et le niveau de risque de marché s'expliquent par la durée à long terme du passif y afférent.

Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité qui porte sur l'incidence, en dollars, de petites variations de divers taux et prix du marché. Les montants présentés sont fondés sur les instruments financiers existants au 31 mars 2023.

	Incidence sur le bénéfice	Incidence sur les autres éléments du résultat global
Taux de change et taux d'intérêt		
Variation de 1 % du taux de change CAD/USD	3 \$	4 \$
Variation de 0,25 % des taux de la dette à court terme	2	-
Variation de 1 % du rendement des placements	24	-
Prix des marchandises		
Variation de 5 \$ /b du prix du mazout lourd	-	7
Variation de 1 \$/GJ du prix du gaz naturel	-	46
Variation de 5 \$/ tonne métrique du prix du charbon	-	1
Variation de 5 \$/LB du prix de l'uranium	-	2
Variation de 5 \$/MWh du prix de l'électricité	-	22
Placements en biens immobiliers de sociétés fermées, en infrastructures de sociétés fermées et en titres de capitaux propres de sociétés fermées		
Variation de 0,25 % du taux d'actualisation	5	-
Fourchette des évaluations de l'infrastructure	3 \$	- \$

En ce qui a trait aux infrastructures de sociétés fermées, la donnée la plus importante dans le calcul de la juste valeur des placements de niveau 3 est le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie futurs prévus. Dans le cas des placements détenus dans des fonds gérés, les hypothèses sur le taux d'actualisation ne sont pas facilement accessibles. Le tableau ci-dessus présente l'incidence sur le bénéfice en fonction de la différence entre la juste valeur estimée des fonds entre le haut et le bas de la fourchette des valeurs possibles.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

29. GESTION DU RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses obligations financières liées aux passifs financiers ou qu'elle ne soit pas en mesure de respecter ces obligations.

La Société prévoit ses besoins en matière de financement de façon régulière afin d'être en mesure de planifier et de financer ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance. Le tableau suivant présente un sommaire des échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 mars 2023 et pour les exercices ultérieurs :

Passif financier	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Calendrier des flux de trésorerie contractuels				
			Moins de 2 mois	De 2 à 12 mois	2025	De 2026 à 2028	2029 et par la suite
Dette à court terme	797 \$	797 \$	797 \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	459	459	459	–	–	–	–
Intérêts courus	30	30	5	25	–	–	–
Passifs dérivés	190	190	61	124	5	–	–
Dette à long terme	5 086	5 075	–	300	50	420	4 305
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	–	3 468	2	178	169	492	2 627
	6 562 \$	10 019 \$	1 324 \$	627 \$	224 \$	912 \$	6 932 \$

La Société estime avoir accès à un financement suffisant pour remplir ses obligations financières.

30. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Province du Nouveau-Brunswick est une partie liée de la Société, comme il est mentionné à la note 1. La Société est liée du fait d'une propriété commune avec tous les ministères, organismes et sociétés d'État de la province.

Montant à recevoir au titre du fonds d'amortissement

Au 31 mars 2023, la Société avait un montant à recevoir de la Province du Nouveau-Brunswick au titre du fonds d'amortissement de 474 millions de dollars (note 10).

Dette

La Société a une dette exigible par la Province du Nouveau-Brunswick (notes 13 et 14).

Paiements à la Province du Nouveau-Brunswick

Au cours de l'exercice, la Société a payé à la Province du Nouveau-Brunswick des impôts fonciers ainsi que des taxes sur les services publics et les emprises de 50 millions de dollars (note 25).

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

30. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

Rémunération des principaux dirigeants et des membres du conseil d'administration

La rémunération versée ou à verser aux principaux dirigeants (définis comme étant les membres de la haute direction) et aux membres du conseil d'administration s'établit comme suit :

	2023
Salaires et avantages du personnel à court terme	5 \$
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi	2
	7 \$

31. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Ci-après sont présentés des renseignements sur les engagements, les éventualités et les garanties en cours au sein de la Société.

	2024	2025	2026	2027	2028	2029 et par la suite
Contrats relatifs au combustible	404 \$	106 \$	92 \$	125 \$	125 \$	1 138 \$
Dépenses d'investissement engagées	181	39	9	-	-	-
Contrats de location simple	1	1	-	-	-	-
Autres engagements	17	17	13	12	13	5
	603 \$	163 \$	114 \$	137 \$	138 \$	1 143 \$

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

31. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES (suite)

Contrats d'achat d'électricité

La Société a conclu des contrats d'achat d'électricité afin de pouvoir acheter de l'électricité à des tarifs préétablis. Ces contrats sont évalués afin de déterminer s'ils comprennent des contrats de location qui confèrent à la Société le droit d'utiliser les immobilisations corporelles liées à un projet pour ultérieurement recevoir des versements. Ces contrats sont classés soit à titre de contrats de location-financement ou de contrats de location simple. Ces contrats sont présentés dans le tableau suivant :

Durée du contrat (en années)	Échéance	Quantité d'énergie visée	Portée du contrat d'achat
7	2026	99 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
5	2023	42 MW	Toute l'énergie électrique produite par une centrale éolienne.
20	2024	90 MW	Toute la capacité et l'énergie électrique produites par une centrale de cogénération.
30	2027	39 MW	Toute la capacité et l'énergie électrique produites par une centrale de cogénération.
20	2029	48 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
20	2029	51 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
20	2032	9 MW	Toute la capacité des centrales ainsi que l'énergie et les attributs environnementaux qu'elles génèrent.
37	2045	96 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
25	2034	45 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
35	2045	54 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
35	2045	17 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
25	2044	18 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
30	2049	20 MW	Toute l'énergie électrique d'une centrale éolienne.
Diverse	Diverse	20 MW	Toute l'énergie électrique d'autres sources d'énergie renouvelable – Canada.
Diverse	Diverse	24 MW	Toute l'énergie électrique d'autres sources d'énergie renouvelable – États-Unis.

Entente de vente d'énergie et de cession de droits de transport

La Société a conclu une entente de vente d'énergie et de cession de droits de transport qui vient à expiration en 2040. La Société s'est engagée à acheter 2 millions de MWh par année au prix du marché en vigueur au moment de l'achat.

Contrat de gypse

La Société a conclu un contrat de 21,5 ans échéant en 2026 et portant sur la livraison de quantités prédéterminées de gypse synthétique à un tiers. En cas d'insuffisance de la production, le tiers devra être indemnisé par la Société. L'indemnisation est calculée en fonction du prix fixe de la quantité de gypse déterminée contractuellement. Le prix fixe est indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation.

Corporation de portefeuille Énergie Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf mention contraire)

31. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES (suite)

Programme d'achat d'énergie renouvelable auprès d'importants clients industriels

La Société achète de l'électricité de sources renouvelables, comme l'énergie de biomasse et l'énergie électrique au fil de l'eau, auprès d'importants clients industriels admissibles qui exploitent des centrales qui produisent de l'électricité d'origine renouvelable situées au Nouveau-Brunswick.

Le programme est inclus dans le règlement relatif à la norme d'inclusion des énergies renouvelables de la *Loi sur l'électricité*. Quatre contrats sont actuellement en place relativement au programme. Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, 328 GWh d'énergie renouvelable admissible ont été achetés dans le cadre de ce programme.

Le programme d'achat d'énergie renouvelable auprès d'importants clients industriels permet à la Société d'acheter de l'électricité d'origine renouvelable produite par ses principaux clients à un taux fixe. Cette électricité produite à partir de sources renouvelables contribuera à l'atteinte des cibles établies par la Province du Nouveau-Brunswick en matière d'énergie renouvelable.

Actions en justice

Une action en justice est en cours aux termes de laquelle la Société a été désignée comme l'un des défendeurs dans le cadre d'une revendication territoriale déposée par les membres de la Nation Wolastoqey dans laquelle il est déclaré que la Nation Wolastoqey détient des titres de propriété ancestraux sur les terres désignées dans la revendication comme étant des terres ancestrales de la Nation Wolastoqey au Nouveau-Brunswick. Il est prévu que tous les défendeurs déposent leur défense d'ici la fin de 2023.

La Société peut, de temps à autre, être partie à diverses actions en justice, réclamations et litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. Selon les estimations raisonnables de la Société, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence défavorable significative sur sa situation financière.